

Hubleur Frédéric
Université de Lausanne
Mémoire de licence

Session de printemps 2003

LE SENTIMENT D' INSECURITE :

DE LA THEORIE A LA PRATIQUE

DANS LES QUARTIERS LAUSANNOIS



Institut de géographie
Directeur de mémoire : Prof. J.-B. Racine
Experte : Veronica Nosedá



AVANT-PROPOS

Je voulais avant tout mettre certaines choses au clair... Ce travail ne se veut pas une recette de solutions pour éliminer l'insécurité et le sentiment d'insécurité, mais plutôt une somme de réflexions sur le sujet. Je ne peux pas prétendre tenir LA solution à ce problème dont l'importance ne cesse de croître, mais je me permets de proposer des pistes pouvant, à mon sens, amener certaines améliorations. Le but de ce travail est le même que celui qui me guide dans mes études de géographie : tenter d'améliorer, même modestement et dans la limite de mes possibilités, un peu la qualité de vie en ville.

J'aimerais encore remercier ici les personnes qui m'ont permis de faire de ce travail ce qu'il est, à commencer par le professeur Jean-Bernard Racine qui m'a orienté dans mes recherches. Je tiens également à remercier Mesdames Zamora et Cohen-Dumani ainsi que Monsieur Tosato, de la Municipalité de Lausanne, pour m'avoir accordé un peu de leur précieux temps. Je pense encore à toutes les personnes du quartier des Boveresses avec lesquelles je me suis entretenu, en particulier Daisy Aeberhardt, Fabienne Beutler, Daniel Pasche et Khaled Boudiaf. Mes remerciements vont aussi à ma femme Clémentine pour son soutien. Je voulais aussi saluer le coup de main fourni par les Archives de la Ville de Lausanne. Et je voudrais finalement signaler toutes les personnes (impossible de toutes les citer) avec qui j'ai discuté de ce sujet et qui m'ont fait part de leurs expériences et de leurs idées...

AVANT-PROPOS 2, AJOUTE POUR LA DISTRIBUTION

Avec le développement de l'internet arrive la distribution des connaissances. Cela fait maintenant des années que je suis avec un grand intérêt le système du libre, que cela soit dans les logiciels, ou la culture par exemple. Alors je ne sais pas si ce mémoire est assez bon pour intéresser des gens, mais je me dis que, si c'est le cas une seule fois, alors j'aurai bien fait de le mettre en ligne. Ce travail a quelques années, et certaines choses seraient sûrement à réviser, mais bon, allons-y tel quel...

J'utilise la licence *Creative Commons by-nc-nd*¹ pour distribuer ce mémoire. Il est donc utilisable tel quel gratuitement, du moment que l'on cite la source. Mais par contre, toute utilisation commerciale et toute modification de ce document est interdite sans mon accord explicite.

Je vous souhaite maintenant une bonne lecture

¹ Voir le site <http://www.creativecommons.org>

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	2
TABLE DES MATIERES	4
<u>INTRODUCTION ET PROLEMATIQUE</u>	7
PROBLEMATIQUE	8
QUEL EST CE SENTIMENT INSECURITE ?	8
COMMENT SE CONSTITUE-T-IL ?	9
DES SOLUTIONS POSSIBLES ?	10
STRUCTURATION DE LA RECHERCHE	11
UN PROBLEME D'ORDRE SOCIOLOGIQUE	11
LES HYPOTHESES	11
LA BIBLIOGRAPHIE	11
LE PLAN	12
<u>PREMIERE PARTIE : LE SENTIMENT D'INSECURITE</u>	13
1. UNE DEFINITION	13
L'ESPACE PERÇU	14
UN MALAISE	14
SENTIMENT D'INSECURITE ET INSECURITE REELLE	15
2. VILLE ET VIOLENCE	16
DIVERSITE	17
QUAND LES TENSIONS DEGENERENT	17
DES GHETTOS DANS NOS VILLES	18
EXPRIMER LE MALAISE	19
3. LES JEUNES SAUVAGEONS	19
DE MON TEMPS,	20
DES QUARTIERS REVOLTES	21
4. LES INCIVILITES	23
DES PETITS ACTES	24
5. MEDIAS ET INSECURITE	25
VOICI LE MONDE DE LA VIOLENCE	26
DES IMAGES VIOLENTES	27
6. LES AUTORITES	27
MAIS QUE FAIT LA POLICE ?	28
JUSTICE ET INSECURITE	29
UN ARGUMENT POLITIQUE	29
UNE QUESTION D'EDUCATION	30
7. UN VASTE PROBLEME AUX CAUSES MULTIPLES	31
<u>SECONDE PARTIE : LE CAS LAUSANNOIS</u>	32

1. PRESENTATION DES QUARTIERS	32
LES BOVERESSES	32
SAINTE-LAURENT	33
2. LES BOVERESSES : UN SEMBLANT DE BANLIEUE	33
LE ROLE DES JEUNES	34
AVOIR MAUVAISE REPUTATION : LES DANGERS DE LA STIGMATISATION	36
DE REELS PROBLEMES ?	38
QUE FAIRE ?	38
UN AVENIR PROMETTEUR.....	39
3. SAINTE-LAURENT : COMMERCE EN TOUS GENRES	39
UNE POPULATION NON-DESIREE.....	40
AGIR VISUELLEMENT.....	41
DURCIR LE TON.....	41
QUELLE EFFICACITE ?	42
DES ASSISTANTS SOCIAUX SUR LE PAVE	43
LE PROBLEME A-T-IL UNE SOLUTION ?.....	44
UNE VILLE, DIFFERENTES SITUATIONS.....	44
<u>TROISIEME PARTIE : APPORTER DES SOLUTIONS</u>	<u>45</u>
1. LE CADRE SUISSE	46
DE PETITES AGGLOMERATIONS	46
UNE AUTRE HISTOIRE	46
2. LES SOLUTIONS URBANISTIQUES.....	47
MIXITE.....	47
GHETTOS DE RICHES	49
ORGANISER LA VIE DE QUARTIER.....	49
DES LIEUX QUI N'OPPRESSENT PAS	50
3. LE PROBLEME DES JEUNES	50
LE ROLE DES PARENTS.....	51
LE ROLE DE L'ECOLE	52
CHANGER LES MODELES.....	53
DES ESPACES DE GRATIFICATION	54
LES GRANDS FRERES	55
4. JUSTICE ET POLICE	55
UNE NOUVELLE POLICE	56
UNE JUSTICE PLUS EFFICACE	58
5. LE PROBLEME DES ARMES	59
6. DES CAUSES MULTIPLES AUX SOLUTIONS MULTIPLES	60
<u>UNE CONCLUSION SOUS FORME D'OUVERTURE</u>	<u>62</u>
1. LA REPRESSION.....	62
LUTTER CONTRE LE SENTIMENT D'IMPUNITE.....	63
LA VITRE BRISEE	63
2. LA PREVENTION	64
IL N'Y A PAS QUE LE SOCIAL.....	64
PREVENIR LE CRIME PLUTOT QUE LE PUNIR	64
3. COMBINER LES DEUX OPTIQUES.....	65
HIERARCHISER LES SOLUTIONS	65

4. ELIMINER LE MALAISE	66
5. CONTINUER LE DIALOGUE	66

BIBLIOGRAPHIE..... 67

OUVRAGES	67
ARTICLES.....	68
AUTRES.....	71

INTRODUCTION ET PROLEMATIQUE

L'insécurité... peu de mots semblent avoir autant d'importance dans notre société actuelle. Tout le monde en parle ; impossible d'ouvrir un journal ou d'allumer sa télévision sans tomber sur le sujet. Les politiques en font leur cheval de bataille. Elle conduit même à transformer le paysage politique de l'Europe ; chacun s'accorde pour dire que la vague d'extrême droite qui envahit nos régions² est en grande partie due à ce phénomène. Les grands titres nous rappellent sans cesse à l'insécurité...

« A Genève, ces bandes de jeunes qui frisent avec le code », « Une perte du respect et l'apparition d'incivilités jusqu'ici inconnues » (*Le Temps*, 15.08.01)

« Lausanne innove et crée un observatoire de la sécurité » (*Le Courier*, 04.10.01)

« Les délits en tout diminuent, mais les délits violents sont en augmentation » (*Le Courier*, 17.10.01)

« Opération de nettoyage : résultat médiocre », « Non ! Les Lausannois ne sont pas rassurés (...) » (*Lausanne Cités*, 07.02.02)

« Désarmés face à la violence », « La violence désarme Lausanne » (*24Heures*, 29.01.02)

« Dangereuse, Lausanne ? » (*Le Courier*, 21.02.02)

« A Fribourg, même les filles rackettent » (*L'Hebdo*, 6.11.97)

« Un an après une explosion de violence, comment un quartier de Lausanne a pansé sa blessure » (*Le Temps*, 10.11.2000)

² Je pense en particulier à l'Autriche de Heider, à l'Italie de Berlusconi ou à la percée frontiste en France.

L'insécurité est là ; on n'arrête pas de nous asséner cette constatation. Et il nous faut bien vivre avec tout ce que cela engendre, en particulier un sentiment d'insécurité, différent de l'insécurité réelle et beaucoup plus subjectif. Ce sentiment porte atteinte au bien-être, au bien-vivre dans la ville, et il semble dès lors intéressant de s'interroger à son sujet et de chercher des solutions.

PROBLEMATIQUE

Les problèmes sont donc nombreux... Il s'agit tout d'abord de situer le sentiment d'insécurité par rapport à l'insécurité réelle. Puis il faut tenter de déterminer ses causes afin de pouvoir formuler des pistes amenant à de possibles solutions. Je vais donc ici m'attacher à exprimer quelques hypothèses que je développerai plus loin.

Quel est ce sentiment insécurité ?

De quoi s'agit-il exactement ? D'où vient-il ? Comment le quantifier pour pouvoir dire qu'il augmente ? Et puis, un pays à réputation tranquille comme la Suisse peut-il tomber sous son emprise ? Telles sont les questions sur lesquelles je me suis penché. En effet, après un premier petit travail d'enquête réalisé sur le sujet³, j'ai continué à m'y intéresser ; j'ai vu le phénomène prendre de l'ampleur jour après jour, gagnant une puissance qui a encore été décuplée par la vague sécuritaire survenue suite aux événements du 11 septembre 2001.

Tout le problème de la définition du sentiment d'insécurité vient justement du fait qu'il s'agit d'un sentiment. Il s'agit là de quelque chose de particulièrement subjectif et personnel ; chacun a sa vision de la violence, du danger, et donc de l'insécurité ainsi créée. "Le sentiment d'insécurité n'existe pas comme tel. Seuls des individus se disent en insécurité, des institutions font de l'insécurité un enjeu privilégié. En conséquence, aucune

essence du sentiment d'insécurité n'est à rechercher" (Roché, 1993 :13). Par un tour d'horizon de la littérature récente sur le sujet (voir encadré), je tenterai de présenter une définition qui me semble convenable du sentiment d'insécurité. Mais je me permets d'ores et déjà de formuler l'hypothèse suivante : **le**

Petit mot sur la bibliographie...

Le sujet de l'insécurité n'est pas récent, mais il est très « à la mode » en ce moment, d'où une prolifération d'ouvrages à l'heure actuelle. De plus, les changements dans ce domaine sont rapides. Voilà pourquoi l'essentiel de la bibliographie est récent. De plus, plusieurs de ces ouvrages font une synthèse des études antérieures. Il ne m'a donc pas paru nécessaire de consulter toute l'histoire de la théorie sur l'insécurité.

sentiment d'insécurité est un malaise ressenti par chaque personne qui se sent plus ou moins menacée (elle-même, ses proches ou ses biens) dans son environnement habituel.

Comment se constitue-t-il ?

L'autre problème qui surgit est celui de la naissance du sentiment d'insécurité. On peut en effet facilement constater que, dans une même situation, des personnes différentes ne le ressentiront pas du tout de la même manière. Plusieurs questions méritent que l'on s'y attarde. Le sentiment d'insécurité est-il créé par l'expérience directe de victimation de la personne ? Par le fait de vivre dans un quartier reconnu comme criminogène ? Par les expériences que vit l'entourage ? Par la perception personnelle de violences urbaines et d'incivilités ? Par les médias qui usent (et abusent parfois) de ce sujet ? Par d'autres facteurs qui ne sont pas décelés à ce stade de la réflexion ?

Ici encore, le problème est complexe, mais je vais exposer la première hypothèse qui me semble claire, et ce à titre personnel : **le sentiment d'insécurité ne naît pas obligatoirement dans des conditions d'insécurité réelle, mais il est plutôt la conséquence d'une certaine vision du monde et de soi-même.**

³ Travail de séminaire réalisé en mai 2000 dans le cadre du cours de géographie urbaine de l'Université de Lausanne, par Delphine Toppi et moi-même : *La violence à Lausanne. Perception de la violence dans l'agglomération lausannoise par ses habitants.*

Il semble dès lors que, si l'on peut découvrir l'origine (ou les origines) du sentiment d'insécurité, il sera dès lors plus aisé de tracer des pistes menant à des éléments de solution.

Des solutions possibles ?

Le problème posé par le sentiment d'insécurité existe ; tout le monde en est conscient, tout le monde en parle. Mais finalement tout le monde se rejette la balle sans qu'il y ait de véritable solution proposée. Il s'agit d'un sentiment éprouvé par la population, non pas d'un fait précis facilement quantifiable ; en tant que tel, il est difficile de procéder à une étude scientifique sur le sujet. Cette recherche a pour but de proposer des pistes pour contrer ce sentiment, pour sécuriser la population.

La première solution pourrait être une politique sécuritaire d'envergure. Mais la police peut-elle lutter contre le sentiment d'insécurité, ou seulement contre la criminalité ? On peut se demander si le déblocage de fonds pour des opérations d'envergure a une réelle efficacité.

Dans les discours, dans la littérature, dans les journaux, deux idées s'affrontent quant aux solutions à proposer. On trouve d'un côté les défenseurs du tout répressif, de la tolérance zéro. Cette méthode se révèle très efficace sur le court terme, pour faire disparaître les auteurs de troubles ; mais l'est-elle sur le long terme ? La criminalité pourrait reprendre de plus belle, les jeunes exclus ayant alors tendance à se sentir d'avantage opprimés et à s'en prendre d'avantage au système qu'ils fustigent. D'un autre côté on trouve les défenseurs de la prévention. Et celle-ci semble bien plus efficace pour enrayer la montée de l'insécurité, car permettant de changer les mentalités sur le long terme. Et c'est là que d'autres problèmes se posent. A quel niveau agir ? Comment empêcher que les problèmes surgissent ? **L'hypothèse que je pose ici est celle d'une application de la prévention par une meilleure intégration des classes à problèmes, par une plus grande justice sociale, mais sans oublier la répression car si un délit n'est pas puni, rien n'empêchera son auteur de recommencer.**

STRUCTURATION DE LA RECHERCHE

Il s'agit ici de clarifier un ou deux points concernant le fond et la forme de ce travail. Ils conditionnent le plan suivi.

Un problème d'ordre sociologique

Bien que traité en géographie, ce problème comporte évidemment une grande partie sociologique. Nous avons ici affaire à un comportement de la population construit par un sentiment. Tout cela est très subjectif, et se rapporte donc plutôt à une étude qualitative que quantitative. Il ne s'agit en effet pas de décrire la répartition de la criminalité dans la ville par des tableaux de chiffres, mais bien d'arriver à des solutions pour contrer le malaise urbain que constitue le sentiment d'insécurité.

Les hypothèses

Dans la problématique ont été posées différentes hypothèses. Le travail se bâtit en fonction d'elles, et de leur confrontation aux théories et à la réalité. Etant convaincu de l'efficacité d'un système faisant primer la prévention sur la répression, je défendrai cette idée. Il est bien clair que les ténors du tout répressif chercheront à contredire cette idée, mais ce conflit existe dans la littérature depuis longtemps déjà. Je me place donc d'ores et déjà dans une certaine optique.

La bibliographie

Malgré ce que je viens de dire, je signale que ma bibliographie comporte comme elle se doit des ouvrages des deux camps. Il pourrait être intéressant de relever quels sont les auteurs défendant le répressif et ceux défendant le préventif. Je ne vais pas m'attarder là-dessus car il ne s'agit pas du but de ce travail, mais je vais signaler quelques points.

Parmi les auteurs à la plus forte tendance répressive, on trouve par exemple un président d'une société de sécurité privée (A. Bauer) ou un magistrat (C. Fenech) ; ce sont des gens de terrain, confrontés directement aux problèmes. Alors que dans l'autre camp, on trouve plutôt des

sociologues (S. Roché) voire des philosophes (V. Cespèdes) ; ces personnes sont plus portées sur la théorie et l'étude, moins directement confrontées à la réalité des faits. On trouve rapidement une autre distinction entre ceux qui ont un intérêt personnel à pousser à la protection, la défense, la répression, et ceux qui ont une sensibilité beaucoup plus sociale, intégrative.

Le plan

Ce travail s'orientera en premier lieu vers la théorisation du sentiment d'insécurité. Il s'agira de le définir et de rechercher ses causes, comme décrit plus haut.

De là, le problème sera situé dans le contexte lausannois. En particulier, je m'arrêterai sur deux quartiers fortement concernés, à savoir les Boveresses et Saint-Laurent. Deux situations différentes et deux façons de travailler différentes, voilà de quoi orienter la discussion pour la suite...

Dans une troisième partie, je m'arrêterai sur des pistes à suivre pour améliorer les choses. Il ne s'agit pas, je le répète, de donner des solutions toutes faites à un problème sur lequel de nombreuses personnes se cassent les dents depuis des années, mais j'espère arriver à donner des pistes, des directions à suivre afin d'améliorer la qualité de vie urbaine.

PREMIERE PARTIE : LE SENTIMENT D'INSECURITE

Dans cette partie, je vais tout d'abord m'attacher à formuler une définition de ce sentiment d'insécurité. Je tenterai ensuite de voir ses origines. Il s'agit d'un élément essentiellement urbain, comme cela est expliqué dans cette première partie. Puis je m'attacherai à l'approche de différents points liés à la construction de ce sentiment, comme les jeunes, les incivilités, ou les médias.

1. UNE DEFINITION

Nous sommes ici devant un problème d'envergure. En effet, comment définir quelque chose d'aussi subjectif, d'aussi personnel, qu'un sentiment ? Lors de mes entretiens avec différentes personnes, chacune avait un peu sa propre vision de la chose ; chacune reliait sa peur à différents objets. Une chose est sûre en tout cas, il n'est pas directement lié à l'insécurité réelle, mais plutôt à la perception des gens.

L'espace perçu

Les gens ont tous leur perception des lieux et de l'espace qui les entoure. L'expérience de chacun est différente. Certaines personnes mettront immédiatement en relation tag et délit, et de là leur peur grandira ; pour d'autres, se promener au milieu de bandes de jeunes agresseurs ne posera aucun problème. Le problème est donc fortement lié à la personnalité de chacun.

L'expérience de victimation peut également changer les choses, bien que rien ne prouve une corrélation directe entre le sentiment d'insécurité et le fait d'avoir subi une agression.

Les différents groupes sociaux ont également des approches différentes du problème. Il est reconnu que les femmes ont en général plus peur que les hommes, que les personnes âgées sont plus sensibles à cela que les jeunes, mais ces différences ne sont pas énormes. Par contre, il faut relever l'importance des liens affectifs. Les gens révélant le plus grand sentiment d'insécurité sont celles qui ont une famille à charge. Une personne, grande habituée de la vie nocturne et alternative, m'avouait que seule, elle ne ressentait pas ce sentiment d'insécurité, mais qu'elle évitait certains endroits lorsqu'elle était avec sa fille.

Il convient donc de prendre ces différents types sociaux en compte lorsque l'on s'attaque au problème du sentiment d'insécurité. De par leurs différentes perceptions de leur environnement, ils définissent différentes peurs.

Un malaise

Commençons par une première définition : « le sentiment d'insécurité peut être défini comme l'impression, chez la personne qui l'éprouve, d'être menacée dans sa personne ou ses biens de manière sérieuse, le facteur de risque variant selon les lieux et les moments »(Soullez, 2001 : 207). Il ne s'agit pas de quelque chose de tangible, de solide. « Le sentiment d'insécurité est définissable comme une inquiétude cristallisée sur un objet (le crime, au sens large) et sur ses auteurs désignés. Elle s'appuie sur le

monde vécu des individus, tout en faisant référence à un système de valeurs (qui s'appuie lui-même sur la matérialité des situations où le crime intervient) » (Roché, 1993 :136).

Le sentiment d'insécurité semble donc apparaître du moment que les personnes ne se sentent plus parfaitement à leur aise dans leur environnement. Dès que les gens sentent une menace latente, la possibilité d'être confrontés à des actes agressifs, une peur apparaît. Dès lors, c'est une espèce de malaise qui envahit la personne, malaise que l'on peut appeler le sentiment d'insécurité. Il ne s'agit pas d'une peur momentanée et forte, mais plutôt d'un état qui dure et qui met la personne mal à l'aise.

Sentiment d'insécurité et insécurité réelle

Lors de l'étude sur la violence à Lausanne (cf. p.6), l'un des quartiers que les gens citaient le plus comme dangereux était Saint-Laurent ; or, les chiffres sont clairs : le nombre d'infractions commises à Saint-Laurent est très faible en réalité. Le nombre de délits n'est donc pas toujours corrélé au sentiment d'insécurité. Bien que le fait de vivre dans un environnement dangereux puisse avoir une incidence, le lien n'est pas direct. De son côté, et malgré les éloges ayant ponctué les initiatives prises localement pour favoriser l'intégration des nouveaux venus, le quartier des Boveresses, a également eu sa place dans les journaux concernant des interventions policières. D'où une mauvaise réputation croissante ces dernières années même si tous les habitants avec qui j'en ai discuté parlent d'un quartier agréable et sympathique⁴. Ce n'est donc pas pour rien que ce sont ces deux quartiers que je vais étudier de plus près lors de l'approche du cas lausannois.

Dès lors, lorsque l'on dit que l'insécurité augmente, il faut bien comprendre que les chiffres des délits augmentent, mais pas obligatoirement le sentiment d'insécurité. Trop souvent, on fait un amalgame entre les deux, bien que la publication de chiffres sur la criminalité puisse augmenter la

⁴ Je relève ici l'influence des médias sur le sentiment d'insécurité, mais j'y reviendrai dans un passage ultérieur.

peur⁵. « *Le sentiment d'insécurité repose donc sur le réel vécu et non pas sur le réel connu, c'est-à-dire sur les seules statistiques officielles de la délinquance. Ainsi, les pratiques d'intimidation de nombreux délinquants (un pitbull ne mord que 1 fois sur 100, mais inquiète 100 fois sur 100) ne sont pas répertoriées dans les statistiques officielles de la délinquance. Pourtant, elles contribuent très largement à la formation du sentiment d'insécurité* » (Soullez, 2001 : 209).

Donc, s'il ne provient pas de l'insécurité réelle, il devient intéressant de se lancer sur la piste des causes du sentiment d'insécurité. Il s'inscrit évidemment dans la problématique plus générale de la violence dite « urbaine » (ou des « violences urbaines »), comme si la ville en tant que telle en était, même implicitement, la responsable.

2. VILLE ET VIOLENCE

“La grande cause du mal, c'est la ville. La ville comme état de fait, l'urbanisation comme processus sont les deux sources de la violence. La fréquence des disputes en famille (avouées dans un sondage) est convoquée à côté des taux de crime pour justifier la désignation de la ville comme univers violent.” (Roché, 1993 : 91-92)

Tout comme la violence dont il est issu, le sentiment d'insécurité est un phénomène intimement lié à la ville. “Sans pour autant poser de lien absolu de causalité entre l'urbanisation et la criminalité, le Rapport mondial sur le développement humain indique néanmoins qu'il existe un lien entre le développement humain et la délinquance.”(Chalom & Léonard, 2001 : 29) En effet, la réunion de personnes différentes en ensembles denses provoque des tensions facilement explicables par les différentes optiques. C'est alors le rôle du lien social que de permettre à ces personnes de vivre ensemble. “Le sentiment d'insécurité est un opérateur de redéfinition des bornes de ceux qui sont considérés comme appartenant à la société, de redéfinition du contrat social, de la base sur laquelle on accepte la coprésence d'autrui muni

⁵ Voir plus loin l'influence des médias sur le sentiment d'insécurité.

de droits et de devoirs.” (Roché, 1993 :15) Il s’agit pour elles de faire des concessions permettant la vie en société. Il en a toujours été ainsi dans l’histoire. Mais avec la multiplication des pôles urbains et de leur population, le problème est devenu de plus en plus important. Les gens étaient de plus en plus nombreux à vivre ensemble, à se réunir. Il fallait dès lors faire face à de plus en plus de tensions qui ont de plus en plus souvent dégénéré en violences diverses. Qu’elle soit réelle ou symbolique, la violence est présente en ville. Reste à savoir si, comme le veut Roché, elle en est consubstantiellement responsable.

Diversité

Nos villes actuelles, avec le développement des moyens de transports reliant différents points du monde, sont composées de nombreuses nationalités et religions dont la cohabitation n’est pas toujours des plus faciles. La diversité culturelle n’a pas que des apports d’ouverture sur le monde ; elle amène également de nombreuses tensions.

Les différents modes de vie réunis dans un espace restreint posent beaucoup de problèmes. Mais il n’y a pas besoin de regrouper des nationalités différentes pour le découvrir. Encore récemment, lors d’un débat, j’entendais une personne âgée se plaindre du bruit occasionné par la vie nocturne lausannoise : terrasses, sorties de boîtes de nuit, etc. Cette personne était très emportée à ce sujet. Et pourtant il n’est pas question ici de populations d’origines différentes. Ajoutons maintenant d’autres problèmes de cohabitation, comme ces gens se plaignant de « ces étrangers qui étendent leur linge aux fenêtres ». Très vite, nous arrivons à une accumulation de petites tensions.

Quand les tensions dégènèrent

Il peut donc très bien arriver un moment où les tensions ne peuvent plus être intériorisées et où elle doivent s’exprimer. Dans les villes se produisent alors des conflits de voisinage plus ou moins importants. Des agressions verbales aux agressions physiques, il n’y a qu’un pas... qui est de plus en

plus facilement franchi. Dès lors, les conflits naissant et mettant les gens en danger, un sentiment d'insécurité peut se créer.

Bien sûr, nous sommes là dans le cas de tensions mal gérées et qui dégénèrent. Il s'agit d'agir en amont afin de prévenir les conflits. L'intégration et l'ouverture d'esprit semblent d'ores et déjà faire partie des voies à suivre pour lutter contre le sentiment d'insécurité. Une meilleure acceptation de l'autre permettra de limiter les tensions, et donc de repousser la tentation de l'agression.

Je parle ici d'intégration, de compréhension, et cela explique pourquoi le sentiment d'insécurité est particulièrement perçu dans les « banlieues » dites difficiles (voir encadré), ces quartiers habités par des gens socialement défavorisés et peu intégrés.

De quel type de banlieue parlons-nous ?

Les villes actuelles ont des banlieues composées de quartiers difficiles, aux populations souvent mal intégrées, mais également des banlieues résidentielles de qualité aux jolies villas. Dans ce travail, le terme de banlieue fera particulièrement référence aux premières, à celles que V. Céspedes appelle « l'Aphélie » en référence au point de l'orbite d'une planète le plus éloigné de son astre. « L'Aphélie sociale est ainsi le point le plus éloigné du centre du Système » (Céspedes 2002 : 309).

Des ghettos dans nos villes

« Nous on sait que si la thune n'a pas d'odeur,
Ne pas la sentir c'est passer un mauvais quart d'heure. »
Zebda, *L'erreur est humaine*

Les étrangers qui viennent habiter dans nos contrées sont souvent relégués dans des conditions de vie difficiles. Emplois précaires, bas salaires, peu ou pas de stabilité sociale, confrontés à une mentalité différente, tout semble fait pour qu'ils ne soient pas intégrés correctement à notre société. Lorsque l'on voit le nombre d'heures que certains parents doivent effectuer pour pouvoir à peine faire vivre leur famille, on peut comprendre leur désarroi. Ils sont dès lors logés dans des appartements subventionnés, seuls loyers qu'ils peuvent prétendre payer.

Les logements subventionnés sont souvent regroupés, et cela conduit à créer des sortes de ghettos où l'on réunit des mauvaises conditions financières et sociales. Il devient dès lors très difficile pour ces gens de

s'intégrer à notre société alors qu'ils sont rejetés sur la bordure de celle-ci. Les fameuses « barres » de logement en sont l'exemple type. Coincés dans leurs cités, ces populations n'ont pas la possibilité de se mêler aux « gens du cru » et on se trouve alors dans une situation d'accentuation des problèmes. On ajoute le rejet social aux conditions de vie déjà difficiles.

Exprimer le malaise

Les gens de ces banlieues travaillent toute la journée et n'ont donc aucun moment pour exprimer leur ressentiment par rapport à cette situation. D'une certaine manière ils sont muselés par la société qui les emploie. Dès lors, ce sont les jeunes, avec leur grande quantité de temps libre, qui peuvent exprimer le malaise ressenti. C'est ainsi que débutent les exactions commises dans les cités.

En effet, le problème de l'insécurité se cristallise sur deux facteurs : les jeunes et les incivilités qu'ils créent. Il devient donc intéressant de s'attacher à ces deux approches du problème. Puis nous verrons quels peuvent être les autres facteurs d'insécurité.

3. LES JEUNES SAUVAGEONS

« Tant qu'il y aura des barrages à faire sauter,
On trouvera dans les parages des vauriens en pleine
santé. »
Lofofora, *Les meutes*

La violence des jeunes choque aujourd'hui. On voit des bandes armées repousser la police hors de leurs quartiers, des pistolets mitrailleurs circulent dans les mains de mineurs, des enfants de 13 ans sont régulièrement emmenés par les forces de l'ordre. La situation semble



Entre places de jeux et tags... Où en est la jeunesse ?

terrible. Nos chères petites têtes blondes ne sont plus aussi angéliques que ça. Les chiffres sont clairs, la criminalité se fait jour de plus en plus tôt. Mais il ne faut pas oublier qu'il y a toujours eu des jeunes casseurs. Pourquoi le phénomène est-il si important maintenant ? Pourquoi en parle-t-on autant ?

De mon temps, ...

On entend souvent dire qu'avant, ce n'était pas pareil, que les jeunes n'étaient pas aussi violents. Et pourtant il y a toujours eu des bagarres dans les cours d'école. Quel village n'a pas eu droit à sa bande qui allait affronter celle du village d'à côté, dans une sorte de rite de passage ? La rossée, la baston, la bagarre, ont toujours fait partie du visage de la jeunesse. Et l'on peut même remonter très loin pour cela.

« En 1666, Démià s'est adressé au prévôt, aux échevins et aux "principaux habitants de la ville" pour faire valoir ses idées. Dans une brochure il développe deux séries d'arguments, l'une expliquant l'utilité morale et l'autre, l'utilité économique des écoles de charité. "Les jeunes gens mal élevés tombent ordinairement dans la fénéantise; de là vient qu'ils en font que ribler et battre le pavé, qu'on les voit attroupez par les carrefours, ou qu'ils ne s'entretiennent le plus souvent que de discours dissolus, qu'ils deviennent indociles, libertins, joueurs, blasphémateurs, querelleux; s'adonnent à l'yvrognerie, à l'impureté, au larcin, au brigandage, qu'ils deviennent enfin les plus dépravés et les plus factieux de l'Etat, duquel étant les membres corrompus, ils gâteraient le reste du corps si le fouët des bourreaux, les galères des Princes, les gibets de la Justice n'enlevaient de terre ces serpents venimeux, qui infecteraient le monde par leurs venins et leurs dissolutions. » (Petitat 1981 : 164)

Cette citation ne serait pas reniée par bien des gens aujourd'hui. Les attroupements de jeunes qui crachent par terre et ont des discours étranges sont nombreux, tout comme les voix qui s'élèvent à leur rencontre. Et pourtant nous sommes là en 1666. Nous pouvons remonter encore plus loin, comme le montre ce texte d'Hésiode, écrit au VIII^{ème} siècle avant J.-C. :

« Je n'ai plus aucun espoir pour l'avenir de notre pays si la jeunesse d'aujourd'hui prend le commandement demain. Parce que cette jeunesse est insupportable, sans retenue, simplement terrible... Notre monde atteint un stade critique. Les enfants n'écoutent plus leurs parents. La fin du monde ne peut être loin. » (cité dans Tschui M., *Violence des jeunes. Que faire ?*)

Voilà des mots que l'on pourrait sans problème placer dans la bouche de certains de nos contemporains. Déjà, la jeunesse dérangeait. "La violence chez les jeunes garçons a toujours existé. Elle fait partie d'une culture ancienne mêlant rite initiatique du passage à l'âge adulte, mythe du courage et de la virilité et aspect ludique de la bagarre. Cette violence est acceptée tant qu'elle est canalisée et contrôlée par les membres d'une communauté"(Soullez, 2001 : 249). Et c'est bien là que le bât blesse aujourd'hui ; la violence des jeunes n'est plus contrôlée. Il y a en France (pour ne pas parler des Etats-Unis et de leurs gangs) des dizaines de zones de non-droit, quartiers où les représentants de l'autorité ne mettent plus les pieds par peur d'y être agressés, qu'il s'agisse de la police, de la gendarmerie, des pompiers ou des ambulanciers. Tout cela reste cependant la conséquence des agissements d'une minorité ; en effet, sur une banlieue de 50 000 habitants, si l'on compte 20 000 jeunes et que tous se révoltent violemment, on n'en serait pas à deux ou trois carcasses de voitures brûlées. Il faut donc relativiser la *révolte des banlieues* dont certains médias font leurs choux gras. Cependant, d'après ce que l'on entend, des endroits semblent faire sécession, se couper du pays pour vivre sous une autre autorité. Comment a-t-on pu en arriver là ? Et quelles sont les nouvelles autorités qui existent dès lors dans ces quartiers ?

Des quartiers révoltés

« Une banlieue maudite en zone interdite
Une armée de flics marqués par la haine
Les jeunes se déchaînent, on a rien à perdre
Les bagnoles crâment, la zone est en flamme
Et la folie gagne. Les gamins rebelles
Brûlent des poubelles. Ce soir c'est la fête. »
Bérurier Noir, *Petit agité*

Nous trouvons donc dans certains quartiers des centaines de foyers vivant dans des conditions sociales et financières précaires. Les enfants de ces familles sont soumis à des tensions entre leurs traditions familiales souvent étrangères, et celles du pays dans lequel ils vivent. Ils voient leurs parents contraints de trimer pour un salaire de misère ou réduits au chômage. Ces jeunes parlent d'avantage la langue du pays d'accueil que leurs parents.

Ceux-ci ne peuvent plus constituer un modèle, car relégués dans le bas de la société. Dès lors, les jeunes vont se constituer d'autres modèles. Et quel meilleur modèle de réussite sociale que celui des criminels qui se pavanent dans des voitures de luxe autour d'eux ? Un dealer peut gagner en une semaine autant que l'ouvrier en un ou deux mois, et ce sans difficulté. L'attrance pour le crime se construit très vite.

Il faut ajouter à cela que notre société exhibe devant ces jeunes défavorisés une image de luxe. On leur présente à la télévision des vêtements de marque, des consoles de jeux, des voitures sportives, tout un attirail qui coûte cher, mais sans lequel on ne peut pas être à la mode. Pour être inclus dans la société, le jeune doit posséder cela. Or ce n'est pas avec le salaire de ses parents qu'il pourra se faire acheter tout cela ; il lui faudra donc l'acquérir par d'autres moyens, bien moins légaux. C'est ainsi que certaines hordes de casseurs déferlent hors de leurs cités jusque dans les quartiers commerciaux de certaines villes françaises pour s'en prendre à cette image inatteignable.

Ces jeunes se tournent vers la criminalité, et c'est ainsi que les braquages, la drogue et les trafics divers s'implantent dans ces cités. Une nouvelle économie se fait jour, accompagnée d'un nouveau pouvoir. Les chefs de bandes, les *leaders* des gangs prennent le contrôle. L'autorité traditionnelle n'est plus la bienvenue, car opposée à cette nouvelle structure. « Les différentes analyses des services de police, la multiplication des règlements de compte entre bandes rivales et les affrontements - de plus en plus organisés - avec les forces de police, révèlent la "gangstérisation" de nombreuses bandes et la dérive mafieuse de certains quartiers. Ceux-ci deviennent, outre des théâtres d'affrontements réguliers, des zones de non-droit au sein desquelles l'activité criminelle et l'économie souterraine s'imposent, de gré ou de force, comme de véritables modes de vie pour une majorité d'habitants » (Soullez, 2001 : 19). Le crime devient le maître du quartier, et le racket suit inmanquablement comme source de profit supplémentaire. Et la peur surgit chez les habitants, devenus otages des bandes locales. Celles-ci prennent réellement possession de l'endroit. Un

jeune disait : « Je paye pas le bus ici passqu'il est chez nous. Entre ces deux arrêts c'est notre territoire, donc le bus nous appartient. Un jour, ce sera eux qui paieront pour venir ici»⁶. Et dans des zones privées, « il peut même y avoir des péages mis en place par des groupes de jeunes dans les montées d'escaliers ou dans les parkings » (Roché, 2002 : 33). Dès lors, les habitants vivent en insécurité permanente, et la peur se cristallise sur les jeunes. « Ces quartiers des grandes villes, faits de grands ensembles ou de logements vétustes, que nous connaissons tous (...). D'eux il est pourtant répété les mêmes histoires. Que l'on n'y sort plus le soir, que la police n'y intervient qu'en force, (...) Qu'une poignée de jeunes y sème l'angoisse. Jugés comme repaires de délinquants, ils sont mis à l'écart du reste de la ville » (Roché, 1993 : 98).

Il devient aisé de voir alors pourquoi les bandes de jeunes constituent à l'heure actuelle l'une des principales sources d'insécurité. Ils provoquent une certaine peur de par leur attitude. On les évite. Un groupe de jeunes assis sur une volée d'escaliers avec leur radio, leurs pitt-bulls et leurs joints est ressenti comme l'un des plus grands dangers de nos villes. Ils commettent ensemble toute une série d'actes qui ne sont pas à proprement parler des délits mais qui conduisent à créer la peur ; il s'agit de ce que l'on appelle les incivilités.

4. LES INCIVILITES

Incivilités... voilà également un mot très à la mode qui fait les choux gras des journaux. Mais il est difficile à définir exactement, car il regroupe des choses très diverses. Je vais donc tenter de préciser de quoi il s'agit, et de voir comment ces incivilités contribuent à la création du sentiment d'insécurité. « Ce que le sentiment d'insécurité ou de vulnérabilité a de particulier, c'est qu'il naît de petits désordres, d'incivilités, et de l'incapacité de faire cesser ou de réprimer des méfaits de moins en moins saisissables et identifiables » (Chalom & Léonard, 2001 : 36).

⁶ Repris du reportage « La véritable histoire du bus 402 » diffusé sur ARTE le 10.06.2002.

Des petits actes

« Plusieurs auteurs ont noté que les désordres sont la première chose dont on parle à l'enquêteur lorsqu'il pose des questions aux habitants sur l'insécurité dans leur ville ou leur quartier » (Roché, 2002 :27). Le travail de



Tags et graffitis

Parmi les incivilités les plus courantes, il est important de parler des tags et graffitis, deux formes d'expression qu'il convient de distinguer. Les tags sont des mots ou des symboles dessinés sur des murs et consistant en la signature d'un groupe (d'un gang, à l'origine) qui veut par là prouver son appropriation des lieux. Les graffitis (ou graffs) sont des dessins parfois mêlés de texte qui sont l'expression d'un artiste ayant la volonté de s'opposer au système en utilisant comme support des murs, donc un espace public ; cette forme d'art a parfois été reconnue, comme dans le cas de Keith Haring.

séminaire effectué sur la violence à Lausanne (cf p. 6) a montré que ce qui cause le plus un sentiment d'insécurité dans la population, ce sont des choses comme les tags (voir encadré), les attroupements de jeunes, les vitres brisées, les insultes, les crachats pas terre, etc. Toutes ces choses que l'on classe dans la catégorie des incivilités.

« Des faits en apparence anodins (groupes de jeunes impolis, désagréables, affichant leur mépris des règles de la civilité) sont les objets désignés de l'insécurité parce que se profilent, à l'arrière-fond, les actes de violence (vols, cambriolage, vandalisme) et la disparition du respect de l'autorité (de la famille, de la police et de la justice) » (Roché,

1993 : 240). Car c'est ainsi que se bâtit une impression de danger, par l'accumulation de faits souvent peu graves pris à part, souvent considérés comme non-criminels. Toutes ces petites choses dénotent d'un désengagement de la vie sociale. « Ces délits dommageables à la "qualité de la vie", ou ces "atteintes à la civilité" (*incivilities*) selon la formule magistralement vulgarisée par W.G. Skogan, induisaient de vifs sentiments d'insécurité, de peur et de découragement chez les populations impliquées » (Body-Gendrot, 1998 : 87-88). Il est clair que les «violences, les tensions et les incivilités urbaines empêchent l'établissement des conditions nécessaires

au développement durable, comme la satisfaction du besoin fondamental et universel de sécurité, et elles constituent l'un des principaux obstacles à la vie citoyenne" (Chalom & Léonard, 2001 : 28).

Ces incivilités comprennent de nombreux comportements allant « [...]de la grossièreté des enfants au vandalisme, en passant par la présence de clochards, de groupes de jeunes dans les montées d'immeubles[...]les bruits, la saleté, le désordre, l'impolitesse des enfants, les rassemblements de jeunes dans les montées, les actes de vandalisme[...] » (Roché, 1993 : 110)⁷. Il est important de souligner le peu d'importance qu'ont ces faits pris un à un. « Ce n'est pas l'incivilité qu'on ne supporte pas, mais son accumulation »(Roché, 200 : 49). Accumulés, ces faits dessinent une volonté de coupure, de sécession de la société. On peut y voir l'expression d'un malaise important. Dès lors que cette volonté de séparation est annoncée, il y a de fortes chances pour qu'elle se transforme en véritable coupure avec l'apparition d'actes criminels. Voilà d'où vient la gravité de ces incivilités qui ne sont souvent que la porte d'entrée pour le monde de la délinquance. Et c'est la raison pour laquelle elles créent un tel sentiment d'insécurité dans la population, car les gens craignent les délits qui leur sont associés.

5. MEDIAS ET INSECURITE

« J'allume ma télé, Je vois un p'tit gars bien sapé.
Il me dit qu'ça craint, que dehors faut pas y aller.
Que si je veux me sentir bien, et puis pour ma sécurité,
Alors je dois rester chez moi. »
Mickey 3D, *La France a peur*.

Les médias nous parlent sans cesse d'insécurité. Ce mot à la mode ressort pratiquement tous les jours dans les journaux, à la télévision, à la radio. On peut dès lors se demander si, à force d'en parler, ils ne le construisent pas en partie. De plus, il faut signaler que les médias sont souvent accusés, à force de diffuser des images violentes, de créer une violence qui serait responsable d'une part du sentiment d'insécurité.

⁷ Constatons la présence importante des jeunes dans ces comportements incivils.

Voici le monde de la violence

Nombreux sont les reportages que l'on peut voir et qui nous parlent d'insécurité. Au télé journal, on nous présente des gens agressés qui disent avoir peur. Des reportage sont diffusés, concernant les brigades d'intervention dans les banlieues sensibles. On nous fait découvrir le monde des dealers dans les cités, on nous révèle le terrible contenu de caches d'armes. Tout est fait pour nous sensibiliser à un épineux problème de société. « Profondément ancrée dans le credo populaire, l'idée d'une irrésistible montée de la violence se trouve constamment renforcée par les cris d'alarme des médias » (Roché, 1993 : 102). On peut cependant se demander si l'on n'en fait pas un peu trop.

Comme à leur habitude, les médias utilisent le sensationnel, ce qui ressort de l'ordinaire. Ils cherchent à créer l'événement. Quand ils vont en banlieue, ils ne vont pas chercher à filmer la vie paisible de citoyens lambdas ; ils vont rechercher l'audience en exploitant le sensationnel. Des jeunes casseurs, des escouades en plaine action, des dealers, voilà ce qui impressionne, ce qui marque. Il faut cependant être conscient que la majorité des habitants de ces quartiers ne sont pas de dangereux criminels. En cherchant à faire l'événement, les médias cristallisent le problème et l'exagèrent. Bien sûr, il y a des quartiers dangereux ; bien sûr, tout n'est pas rose ; mais il faut relativiser ce phénomène.

De plus, les médias sont soumis à un autre problème lorsqu'ils vont dans les banlieues. Rappelons que ces jeunes sont en mal d'intégration, qu'ils se sentent exclus. Dès lors, leurs activités violentes ont un rôle de visualisation. Ils cherchent à se faire remarquer, à dire qu'ils existent. Qu'ils brûlent une voiture devant la caméra et ils sont sûrs que l'on parlera d'eux, du quartier. Leur besoin de reconnaissance est tel qu'ils vont là aussi provoquer une augmentation du phénomène. Les médias seront dès lors confrontés très régulièrement à des scènes d'agression et transmettront le message de ce qu'ils ont vu. Ainsi le sentiment d'insécurité sera encore augmenté.

Des images violentes

Depuis longtemps on accuse la télévision de diffuser des films violents qui auraient comme conséquence de décupler la violence dans la rue, et par là même le sentiment d'insécurité de la population. Tout comme les jeux vidéos ou certaines bandes dessinées, le cinéma devient une cible facile. Trop facile même. Il n'y a aucune preuve qui puisse confirmer l'influence de films sur la violence. Quelques cas ont pu être mis en avant où de jeunes criminels se sont inspirés du cinéma, mais ils sont plutôt rares ; ces gens étaient psychologiquement instables et n'auraient pas dû être exposés à de telles images.

Mais le mal est fait, et dans l'esprit de beaucoup de gens le cinéma et la télévision provoquent la violence chez les jeunes. Le problème est cependant bien plus profond. Si cela était réel, il y aurait bien plus de gens qui tireraient sur leurs voisins ou qui assassinaient des passants. Laissons donc plutôt le cinéma à l'expression artistique.

6. LES AUTORITES

Il s'agit de voir maintenant la position des autorités face au sentiment d'insécurité. Et je pense ici aux différentes autorités, policières, juridiques, politiques, mais également parentales ou dans l'enseignement, étant donnée l'importance des jeunes dans ce cadre. Les points de vue divergent. Je ne traiterai pas ici des solutions à apporter au problème, car elles feront l'objet d'une autre partie. Par contre, je voudrais souligner quelques faits qui posent problème.

Mais que fait la police ?

« Dans les rues y'a plus qu'des matons
Tous les apaches sont en prison
Tout est si calme qu'ça sent l'pourri
Paris va crever d'ennui »
Mano Negra, *Ronde de nuit*.

La première autorité au contact direct de l'insécurité dans la rue est bien évidemment la police. Mais on peut se demander si son travail est la lutte contre l'insécurité ou contre le sentiment d'insécurité. Dans les faits, le rôle de cette institution est la lutte contre la criminalité et la protection des citoyens. On voit là qu'il ne s'agit pas du sentiment d'insécurité. Mais la présence de patrouilles dans la rue peut sembler rassurante. Dans l'enquête menée sur la violence à Lausanne, nous avons relevé que seules 10% des personnes interrogées se sentaient sécurisées par une présence policière ; pour certaines autres, la police pouvait même contribuer à augmenter la peur⁸. « En France, les milieux professionnels suggèrent que la reconquête du territoire par la police produit plus d'effets pervers que de réussite. [...] Ainsi, à Pierrefitte, en région parisienne, lors d'un petit sondage, les trois quarts des enfants disent que la police est là pour arrêter les gens, trois seulement admettent que la police peut les protéger » (Body-Gendrot, 1998 : 214).

Il faut bien souligner quelque chose avec la police, et cela concerne les statistiques. Ces fameux chiffres disant que le crime et l'insécurité augmentent favorisent le sentiment d'insécurité. Ils ne sont cependant jamais relativisés comme il le faudrait lorsqu'ils sont présentés. Il faut relever qu'ils s'agit des chiffres relevés par la police ; il existe une grande marge de crimes qui ne parviennent jamais à ses oreilles. Beaucoup de victimes ne portent pas plainte, parfois par peur, par honte, ou sachant que leur cas ne sera jamais traité⁹. Donc lorsque les chiffres donnés par la police augmentent, il n'y a aucun moyen de savoir si la criminalité dans son ensemble fait de même. On a vu de plus ces derniers temps un accroissement des délits, mais il faut

⁸ Je pense à des réponses comme : « la police est violente et m'a déjà posé des problèmes » ou « si il y a la police, ça veut dire qu'il y a des problèmes dans le coin ».

⁹ On sait aujourd'hui que seuls 5 à 10% des vols sont élucidés.

savoir que dans beaucoup d'endroits on a engagé de nouveaux policiers en nombre important ; plus nombreux sur le terrain, ils peuvent donc interpellier d'avantage de gens.

Le rôle de la police n'est donc pas directement lié au sentiment d'insécurité. Il y a même des fois où elle aide à le créer, et cela devient un problème important que j'aborderai dans le chapitre des solutions.

Justice et insécurité

La justice se retrouve souvent avec des moyens inadaptés pour lutter contre le sentiment d'insécurité, et je vais le montrer par les deux grandes causes déjà évoquées : les jeunes et les incivilités.

Il y a parmi les mineurs un important sentiment d'impunité. En effet, les peines proposées à leur encontre sont en général très faibles, voir inexistantes. Les lois défendent les enfants. Dès lors, ceux-ci peuvent se croire tout permis. Ils se sentent libres d'agir à leur guise, persuadés de n'être au pire condamnés que faiblement. Les dealers et autres criminels endurcis ne se gênent dès lors pas pour engager des mineurs dans leurs différentes activités ; il est maintenant monnaie courante pour un dealer d'avoir des enfants comme guetteurs pour repérer l'approche de la police.

Les incivilités ne sont pas en elles-mêmes des crimes ni des délits, pour la plupart. N'étant pas consignées dans la loi, il n'est pas possible d'attaquer leurs auteurs en justice. On ne trouve en effet pas de textes incriminant les rassemblements de jeunes sur les escaliers publics par exemple. Dès lors, les personnes qui les commettent ne se sentent pas dans l'illégalité et pensent pouvoir continuer à agir ainsi.

Un argument politique

De puis longtemps, l'insécurité est le cheval de bataille de l'extrême droite. Ces dernières années ont vu une nette percée de ce courant en Europe, probablement liée à la poussée du sentiment d'insécurité. Petit à petit, tous les politiques ont bien du aborder le problème. On ne peut plus l'éviter maintenant, et le fait de proposer des solutions devient l'un des plus forts arguments de campagne. Cela ne va pas sans poser des problèmes à gauche,

orientation où la répression ne fait pas bonne presse, alors qu'il s'agit de la réponse la plus souvent apportée.

Il y a là un problème dans cette espèce de récupération politique du phénomène, car l'on peut se demander si les dirigeants ont réellement des solutions ou s'il s'agit uniquement d'arguments pour toucher la population.

Une question d'éducation

Si les jeunes sont autant accusés de créer l'insécurité, cela vient de leur comportement qui ne semble que rarement prendre en compte les autres. « [Ces comportements] prennent aussi des formes nouvelles d'irrespect des personnes et des biens, privés et surtout publics » (Mucchielli, 2001 : 7). Cela peut paraître paradoxal car l'un des mots les plus utilisés par eux est « respect ». mais il s'agit plutôt d'un respect égoïste ; ils veulent qu'on les respecte eux. Le problème est à double sens, et s'ils ne respectent pas les autres, les autres ne les respecteront pas. Cependant, il y a là une évidence de l'absence de limites. La vie en société impose des compromis, des limites à s'imposer. Ces dernières doivent être inculquées dans l'éducation, ce qui n'est souvent pas le cas. Qu'il s'agisse des parents ou de l'école, il manque certaines bases. Lors d'un remplacement dans un établissement scolaire d'un quartier difficile de Lausanne, le professeur a mis des remarques dans le carnet d'une élève sur son comportement impoli, insultant, perturbateur ; la réponse de la mère fut une autre remarque : « Je vous en supplie, donnez des heures d'arrêt effectives à ma fille. Elle n'obéit à personne à la maison. Il faut que vous sévissiez. » Dès lors, dans des situations où les parents ne peuvent plus rien faire, on peut se demander comment faire rentrer ces jeunes dans la société.

Le problème vient de ce que beaucoup de parents démissionnent et rejettent toute l'éducation de leurs enfants sur l'école, que ce soit volontairement ou par obligation. En effet, dans beaucoup des familles en situations précaires dont nous avons déjà parlé, les parents doivent travailler un grand nombre d'heures pour subvenir aux besoins du foyer, et ne sont donc plus beaucoup présents. Je citerai ici ce cas d'un enfant de dix ans qui

devait attendre hors du domicile que ses parents rentrent, parfois jusqu'à dix heures le soir, sans manger, sans rien. De son côté, l'enseignant ne peut pas tout faire dans l'éducation des enfants. Ici encore, un gros problème se pose.

7. UN VASTE PROBLEME AUX CAUSES MULTIPLES

Comme nous l'avons vu, le problème du sentiment d'insécurité est vaste et complexe. Les causes en sont nombreuses, et il se peut que je n'en ait pas fait le tour complet. Ce travail suffit cependant à bien placer le phénomène dans le cadre urbain en général.

Dès lors, il convient de se placer dans un contexte plus précis. Et j'ai choisi le cadre d'une « petite grande ville » ou d'une « grande petite ville », à savoir Lausanne. Une agglomération intéressante, car regroupant tous les avantages de la grande ville tout en conservant un certain cachet, une certaine ambiance. Nous ne sommes pas dans un contexte d'insurrection urbaine, de violences régulières, de lutte permanente comme dans d'autres pays. Mais c'est cela qui peut être intéressant... s'attaquer au problème avant qu'il n'atteigne une trop grande ampleur... prévenir plutôt que guérir... Par l'étude de deux quartiers aux situations très différentes, je tenterai d'aborder différentes voies de solutions.

SECONDE PARTIE :

LE CAS

LAUSANNOIS

Après avoir présenté le phénomène de l'insécurité et du sentiment d'insécurité, je vais maintenant tenter de le situer dans un cadre précis, à savoir celui de la Ville de Lausanne. De fait, mon attention s'est portée sur deux quartiers dans lesquels les responsables apportent une grande attention à ce problème. Il s'agira de voir la situations dans ces endroits et les solutions apportées par la municipalité et les collectivités, de discuter de leur efficacité, et de voir si d'autres pistes ne sont pas envisageables.

1. PRESENTATION DES QUARTIERS

Les Boveresses

Le quartier des Boveresses – Praz-Séchaud est situé dans les hauts de la ville. D'un abord plutôt agréable, avec de nombreux petits espaces verts et des places de jeux, il s'agit d'une zone essentiellement résidentielle. La population est particulièrement jeune, et à forte concentration d'immigrés (bien que la majorité des habitants soit d'origine helvétique). Cette composition, ainsi que la présence de grands bâtiments locatifs, rapproche le

quartier des « banlieues à la française », même si dans la réalité la ressemblance n'existe pas vraiment ; il s'agit là d'une apparence.

Ce quartier a eu la malchance d'avoir été touché par quelques actes de violence urbaine qui ont entaché sa réputation. Il passe de plus en plus souvent pour un quartier difficile, ce qu'il n'est pas vraiment. Les gens qui y vivent sont en général heureux.

La petite délinquance y est malgré tout assez forte, et la municipalité a décidé de s'attaquer à ce problème, selon une approche préventive, de dialogue et ouverte.

Saint-Laurent

Le quartier autour de la place Saint-Laurent, allant de Bel-Air à la Riponne en passant par la rue de l'Ale, a depuis longtemps très mauvaise réputation auprès d'une bonne partie de la population lausannoise. En plein centre-ville, au milieu du nœud de rues piétonnes et commerçantes, cette zone est le repaire de nombreux dealers et junkies qui « dérangent ».

Suite à de nombreuses plaintes, la municipalité se devait d'y agir, et c'est ainsi que les patrouilles policières sont devenues fréquentes, avec de nombreuses arrestations à la clé. Souvent critiquée, cette méthode a eu une utilité, comme nous le verrons plus loin, en rassurant la population.

Ici, la façon d'aborder la problème est différente de celle des Boveresses, et nous verrons plus loin les résultats obtenus.

2. LES BOVERESSES : UN SEMBLANT DE BANLIEUE

Nous sommes ici dans un quartier dont la forte proportion d'immigrés, de jeunes et de logements subventionnés est à l'origine d'une comparaison avec les banlieues « à la française ». Pourtant dans les faits ce n'est pas vraiment le cas. En premier lieu par la taille elle-même du quartier dont les proportions n'ont rien à voir avec ces cités. Et puis au niveau urbanistique ; même si ce sont des immeubles, ils n'ont rien à voir avec les grands



ensemble français, ces barres énormes traversant le paysage. Au contraire, le quartier des Boveresses/Praz-Séchaud est visuellement très agréable et semble plutôt chaleureux.

En effet, lors d'une visite dans le quartier, on

ne peut s'empêcher de remarquer la forte densité d'espaces verts, de rues piétonnes et de places de jeu. La vie y semble agréable. Pourquoi donc s'arrêter sur cet endroit lors d'un travail sur le sentiment d'insécurité ?

Pour revenir au travail sur le sentiment à Lausanne (cf. p.6), les résultats obtenus situaient ce quartier parmi les plus « craints », dans le sens que c'est l'un de ceux où les gens se promèneraient le moins souvent seuls. De plus, le service de police de la Municipalité lausannoise a décidé d'effectuer un travail plus précis dans ces lieux suite à une augmentation du nombre de délits et à plusieurs faits de plus en plus graves. Ces derniers ont d'ailleurs faits plus d'une fois la Une des journaux, donnant ainsi mauvaise réputation à un quartier relativement tranquille.

C'est donc dans ce contexte que je me suis attaché à essayer de comprendre le pourquoi et le comment du sentiment d'insécurité lié à ce quartier, et également de voir quelles solutions peuvent y être apportées.

Le rôle des jeunes

« Les Boveresses : un quartier bigarré et jeune, taillé à la mesure des enfants »

A.-I. AEBLI, 24 Heures, 9.12.2002

La forte proportion de jeunes dans le quartier est fortement liée à cette mauvaise impression ; beaucoup d'actes faisant naître le sentiment d'insécurité viennent d'eux, comme nous l'avons vu plus haut, et ce quartier ne fait pas exception à la règle. Les articles de journaux sur le sujet sont

d'ailleurs révélateurs, parlant de ces jeunes qui s'amuse avec des cocktails molotovs sur le terrain de sport ou de ces bagarres entre groupes d'adolescents. La question qui revient alors toujours est le pourquoi.

Lors de mes visites dans le quartier, j'ai été accueilli au Centre de Loisirs des Boveresses où se retrouvent beaucoup de jeunes et j'ai pu discuter avec les animateurs. J'ai également tenté de dialoguer avec les jeunes, car je voulais avoir leur point de vue sur le sujet ; cette dernière tentative s'est soldée par un certain sentiment d'échec. En effet, qu'un universitaire vienne discuter avec eux d'un problème lié au quartier et c'est le mutisme, ce sont des répliques comme « de toute façon vous venez ici pour dire après que notre quartier il est pourri ». Je n'avais pas le temps ni les moyens de m'investir comme les animateurs du centre pour que les jeunes se confient à moi, et je n'ai pu retirer que quelques idées générales. Il m'a fallu pour cela tenter de faire abstraction des répliques toutes faites et copiées comme « ouais nous on casse la gueule aux autres parce qu'on aime ça » et autres « les bastons, c'est normal dans la banlieue ». Ce qui suit ne vient donc pas directement d'eux, mais il s'agit d'interprétations à partir de ce que j'ai entendu dans ce contexte et dans d'autres expériences avec des jeunes.

Le premier fait grave à retenir chez ces jeunes, à mon sens, est une claire volonté de copier les fameuses « banlieues françaises » qui sont montrées dans les médias, des lieux où l'Etat de Droit n'a plus son mot à dire, où tout est géré par les bandes, tout cela en référence aux quartiers des gangs américains. Ils seraient fiers de ne devoir rendre de comptes à personne, de pouvoir établir leur propre société avec leurs propres règles. Une personne faisant un remplacement dans une école de Lausanne a eu en face de jeunes adolescents clamant que tout ce qui les intéressait, c'était « les banlieues et le rap ». Mais tout cela se fait avec une connaissance très limitée du modèle qu'ils prennent. Ils ne savent en effet pas grand chose des conditions de vie réelles dans ces quartiers difficiles. Et c'est là qu'une expérience comme celle menée par l'éducateur yverdonnois Mehdi Messadi qui emmène des jeunes difficiles dans les banlieues parisiennes prend toute son importance. En revenant, ces jeunes ont une autre vision de la chose ; vivre dans des

bâtiments non entretenus au milieu des carcasses de voitures incendiées et avec le risque de se faire attaquer sans cesse présent, cela ne les amuse plus vraiment. Prenant conscience du contenu de leur précédent modèle, ils changent leur opinion et adaptent leur point de vue.

Un autre problème pour les jeunes est celui du manque d'encadrement. Nous sommes dans un quartier où des familles en situation précaire doivent se forcer à travailler un très grand nombre d'heures pour pouvoir finir leurs mois. Les parents absents, les enfants peuvent se retrouver livrés à eux-mêmes ; or il est essentiel qu'ils aient un encadrement pour leur expliquer les règles et les limites de la vie en société. Le centre de loisirs est bien placé pour cela, mais les éducateurs ne peuvent pas aller chercher tous les jeunes qui traînent dehors pour les amener de force. On m'a transmis le cas de ce jeune adolescent dont les parents travaillent jusqu'à 21-22 heures et qui n'a pas la clé de son appartement ; dès lors il est obligé d'attendre dehors, sans manger, que ses parents rentrent ; cette situation ne devrait pas exister. C'est donc pour éviter cela que différents services de la municipalité travaillent de concert avec les responsables du quartier pour mettre en place un système d'accueil local. Des familles hébergeraient ainsi chez eux les enfants des autres quelques heures par jour pour pallier à ce problème. Et c'est pour rendre le tout convivial et acceptable aux yeux de la population, que cela s'organiserait à l'intérieur du quartier, par des gens qui y vivent et pour des gens qui y vivent.

Avoir mauvaise réputation : les dangers de la stigmatisation

Pourquoi donc le quartier des Boveresses et Praz-Séchaud était-il parmi ceux où les gens voulaient le moins se promener seuls, parmi ceux faisant peur ? Il ne semble pas du tout dangereux, même plutôt agréable. Cependant, il semblerait que cet endroit traîne une mauvaise réputation. A quoi tient-elle donc ?

Pour commencer, il est bien clair que dans la tête de beaucoup les regroupement d'étrangers défavorisés est équivalent à une bombe à retardement ; toute une frange de la population n'y voit que des problèmes.

Comme discuté plus haut, la mixité sociale peut être source de conflits ou de convivialité, tout dépend de la façon dont elle est organisée et vécue. Ici aux Boveresses, nous sommes plutôt dans une situation de convivialité ; les tables de quartier plusieurs fois organisées en sont la preuve, avec des gens de toutes les nationalités amenant des plats régionaux et se retrouvant pour un repas commun. Il ne faut donc pas s'enfermer dans le carcan du conflit d'idées, et on a la preuve que la rencontre des cultures peut être fructueuse pour tout le monde.

Le plus grand ennemi de la réputation des Boveresses, ce sont plutôt les médias, et en particulier les journaux qui montent en graine de petites histoires sans réelle gravité, ou qui ne mettent en exergue que les cas difficiles. On parle de « Jeux dangereux : Jets de bouteilles explosives »¹⁰ mais on parle rarement de la qualité de vie du quartier. En fait, le sensationnalisme pousse à mettre d'avantage en avant les problèmes. « Les Boveresses : des fleurs de béton dans la prairie »¹¹, voilà le genre de titre qui changerait l'attitude des gens si on en trouvait plus souvent. Mais tout comme dans les banlieues françaises dont j'ai parlé plus haut, on trouve cette idée de vouloir parler de la violence.

Ainsi donc, si la réputation du quartier était modifiée, le sentiment d'insécurité le serait également. J'ai déjà expliqué que ce sentiment n'était pas directement lié à l'insécurité réelle, mais plutôt à une impression personnelle. Et le problème est ici le même qu'ailleurs. Ce sont quelques événements relatés par les médias qui ont bâti le mauvais côté du quartier.

Pour beaucoup de gens, c'est le type de population qui forme une certaine stigmatisation, bâtie autour de l'idée que l'on se fait de familles immigrées. Permettre un mélange des populations serait un moyen de « déternir » l'image des lieux. C'est là une idée de la Municipalité lausannoise¹² que de travailler dans ce sens.

¹⁰ A. Detraz, 24 Heures, 6.4.2002

¹¹ G. Salem, 24 Heures, 11.12.2002

¹² Rapport du groupe de réflexion, *Pour une future politique communale du logement à Lausanne*.

De réels problèmes ?

Les appréhensions d'une partie de la population par rapport aux Boveresses sont-elles justifiées ? Ce quartier est-il réellement dangereux ? La Municipalité a décidé d'y agir car c'est en effet une partie de la ville dont les chiffres concernant la criminalité sont très élevés. Cependant, relativisons... Nous ne sommes pas à Chicago, mais à Lausanne. Relativiser, voilà l'un des maîtres mots du travail dans le cas lausannois. Effectivement, des problèmes existent, mais nous ne sommes pas dans une situation désespérée.

Il faut cependant prendre garde à ce que cela n'empire pas. La situation suivante qui m'a été racontée fait peur pour l'avenir. Une bande d'adolescents s'en est pris à de jeunes enfants ; ils ont ouvert la base d'une cage d'ascenseur et y ont mis les petits, terrorisant ces derniers en menaçant de faire descendre l'ascenseur ; suite aux cris des enfants, un voisin est intervenu, mais cela aurait pu très mal se finir, si par exemple une personne avait fait descendre l'ascenseur à ce moment. Bien sûr, de tels cas restent rares, mais il faut prendre garde à ce qu'ils ne se répètent pas.

Que faire ?

Les solutions à apporter semblent être d'un ordre civique et social... apprendre ou ré-apprendre à certaines personnes à vivre en société, avec les compromis et les limitations que cela implique. C'est dans cet ordre d'idées qu'agit le Centre de Loisirs, en obligeant les jeunes qui y vont à suivre certaines règles. En les mettant eux-mêmes comme responsables, par exemple, de leur local de musique, il s'agit de leur faire comprendre qu'on ne peut pas toujours faire tout ce que l'on veut, mais qu'il faut bien s'accommoder des autres. Mais tous ne vont pas au Centre de Loisirs, et pour ceux-là un manque d'éducation est souvent mis en avant. Que ce manque provienne de l'école ou de la famille ou encore d'un entourage plus large n'est pas la question ici, mais l'idée est de leur redonner cette éducation civile qui leur manque ; je parle d'éducation civile en référence aux fameuses incivilités régulièrement commises. Bien sûr, ceci est une

ambition très large, trop peut-être, mais c'est une question essentielle que d'apprendre à vivre avec les autres.

Le problème de la vie en société ne se pose cependant pas que parmi les jeunes. Combien de fois ais-je entendu des personnes se plaindre de leur vie en cohabitation avec des gens d'origines différentes et variées. L'acceptation de l'autre et sa compréhension sont une base essentielle de la vie en société, principalement dans des quartiers aussi multiculturels que celui des Boveresses. Les Tables de Quartier, qui ne se tiennent plus par manque de moyens et d'organiseurs, amenaient cette rencontre des gens dans la convivialité. Il semble important de réorganiser quelque chose permettant aux gens de se rencontrer.

Un avenir prometteur

L'avenir des Boveresses semble cependant s'éclaircir. Les collectivités locales et les associations mettent ensemble la main à la pâte pour redorer un blason quelque peu terni suite à quelques événements malencontreux. Le quartier peut retrouver sa bonne réputation d'antan, du moment que tout le monde y travaille. Tout le monde sur place (y compris les jeunes avec qui j'ai pu plus ou moins discuter) semble d'accord pour dire qu'il s'agit d'un lieu agréable. Comme je l'ai déjà dit, nous ne sommes pas ici dans les situations extrêmes des quartiers de non-droit que l'on trouve dans d'autres agglomérations dans d'autres pays. Tout le problème est à relativiser... Mais en Suisse, d'autres types de quartiers peuvent poser problème...

3. SAINT-LAURENT : COMMERCES EN TOUS GENRES

Le quartier de Saint-laurent, comme défini plus haut, est l'un des plus importants centres de la vie lausannoise, aussi bien nocturne que diurne. On y trouve de nombreux magasins et commerces en tous genres. Mais également des commerces beaucoup moins légaux, puisqu'il constitue un peu la *plaque tournante* de la vente de drogue à Lausanne. De ce fait, la

situation du quartier est très différente de celle des Boveresses. Il s'agit cependant également d'un quartier qui *fait peur*. Les méthodes déployées ici pour lutter contre l'insécurité ne sont donc pas les mêmes que celles des Boveresses.

Une population non-désirée

« Au village, sans prétention,
J'ai mauvaise réputation ;
Qu'je m'démène ou qu'je reste coi,
Je passe pour un je ne sais quoi.
Je ne fais pourtant de tort à personne,
En suivant mon ch'min de petit bonhomme ;
Mais les braves gens n'aiment pas que
L'on suive une autre route qu'eux. »
Georges Brassens, *La mauvaise réputation*.

Il y a donc dans ce quartier toute une partie de la population qui est rejetée par les autres. Les « fameux » escaliers de Saint-Laurent sont le lieu de ralliement des drogués et des junkies qui viennent *zoner* là, alors que les rues autour de la place sont le repaire des dealers. Cette frange de la population n'est évidemment pas la bienvenue, et elle fait peur. Beaucoup de passants et de commerçants locaux redoutent ces gens à l'aspect peu encourageant et aux manières dérangeantes. Pourtant les agressions sont très peu nombreuses dans les environs ; en effet, un junkie n'est en général pas dans une condition physique lui permettant de s'en prendre à quelqu'un, et les dealers évitent de faire fuir la clientèle en posant la violence comme règle.

Mais ces attroupements font peur, et beaucoup de gens cherchent à les faire partir. De là découlent les nombreuses demandes faites à la Municipalité pour agir dans ce sens. Mais il faut bien se rendre à l'évidence qu'une évacuation musclée de toutes ces personnes n'avancerait pas les choses. Le problème ne serait pas supprimé mais déplacé. Il y a tout intérêt à savoir où se rencontrent dealers et junkies et à canaliser la chose plutôt que de les répartir aux quatre vents.

Agir visuellement

La Municipalité se doit cependant de contenter les utilisateurs des lieux. C'est dans cette optique qu'ont été montées les différentes opérations « Parvis » ou « Strada ». Il s'agissait d'établir une présence policière plus ou moins permanente et surtout visible dans le quartier.

La première partie de ces opérations a résulté en l'établissement permanent durant les heures d'ouverture des magasins de deux policiers en garde devant les escaliers de Saint-Laurent. Leur rôle était de contrôler et surveiller les « squatteurs » ainsi que de prévenir tout débordement. Contenir l'agressivité formait la plus grosse partie de ce travail, avec le fait de réfréner les incivilités. Ces dernières constituent le fondement principal de l'insécurité ressentie. Comme vu plus haut, le sentiment d'insécurité ne se forge pas obligatoirement sur une expérience de victimation mais plutôt sur la perception que l'on a de l'espace nous entourant.

La présence policière, et les remises à l'ordre exercées sur la population « indésirable » a beaucoup fait pour rassurer la population. Mais les choses ont empirées lorsque la scène de la drogue est devenue plus ouverte encore. Depuis quelques années, les chemins de commerce de la drogue viennent plutôt d'Afrique noire que des pays de l'est comme auparavant, et beaucoup de gens ont commencé à redouter la présence de personnes de couleur dans les rues entourant Saint-Laurent. Une certaine stigmatisation s'est faite, et la Municipalité a dû agir à nouveau.

Durcir le ton

C'est ainsi que de nouvelles patrouilles ont fait leur apparition dans les rues du centre-ville. Equipés plus lourdement que les autres policiers, revêtant des uniformes à l'apparence quelque peu « commando », ces patrouilles « Strada » se promènent au hasard dans le centre-ville, arrêtant des gens dans l'illégalité, effectuant de nombreux contrôles d'identité et surtout sécurisant les gens de passage. La municipale responsable de la police m'a d'ailleurs fait part du grand nombre de lettres de contentement que son service avait reçu suite à la mise en place de cette opération.

Mais « Strada » a été plus d'une fois décriée de par sa propension à s'en prendre à des personnes de couleur. Comme expliqué plus haut, le marché de la drogue s'est déplacé au cours de ces dernières années, et les personnes de couleur impliquées dans ces affaires sont très visibles. Du coup on a taxé la police de racisme et d'application du « délit de faciès », bien qu'il n'en soit rien. Des débordements peuvent exister, mais cela a toujours été le cas et n'est pas dû à cette seule opération.

Le succès de l'opération « Strada » n'est pas négligeable. La population se sent plus en sécurité, et la crainte a commencé à pointer son nez chez les dealers ; il est en effet très intéressant d'observer leurs qualités de dispersion dès qu'approche une voiture de police.

Quelle efficacité ?

Lorsque je parle de la réussite de l'opération, je fais évidemment allusion à une certaine diminution du sentiment d'insécurité. Par contre, pour ce qui est de la lutte efficace contre le trafic de drogue, la municipale en charge de la police n'est pas dupe, et avoue que les opérations plus discrètes de policiers en civil ont des résultats bien plus probants pour le démantèlement de tels réseaux. Les grosses prises de drogue et les arrestations de « gros bonnets » ne se font pas avec des policiers en uniforme dans les environs de Saint-Laurent.

Dès lors se pose la question du rôle de la police... s'en prendre aux criminels ou rassurer la population ? Puisque l'un et l'autre ne semblent pas se faire de la même manière, il faudrait de très grands effectifs pour parvenir à appliquer les deux. Dès lors, il est apparu que les policiers stationnés à Saint-Laurent ne faisaient pas vraiment un travail de lutte contre la criminalité, mais bien plutôt d'assistance sociale, en calmant les « indésirables » du coin et en discutant avec eux. C'est dans ce contexte, et pour parvenir à une meilleure efficacité, que le projet UNISet a été mis en place...

Des assistants sociaux sur le pavé

UNISet, l'unité d'intervention socio-éducative de terrain, est née de l'exemple zurichois. Il s'agit de mettre dans la rue un groupe de gens chargé de s'approcher des gens « incivils », de la population « indésirable » présentée plus haut, et de discuter avec eux, d'essayer de leur réapprendre à avoir un comportement civil. Les gens de cette unité ne sont pas des policiers, mais plutôt des assistants sociaux, bien que tous n'aient pas une véritable formation dans le domaine¹³. L'important, c'est leur capacité de dialogue, de diplomatie. Il faut permettre à ces gens de vivre dans le centre-ville sans se mettre à dos le reste de la population.

L'expérience zurichoise avait montré son efficacité, et le dialogue s'était avéré très important. A Lausanne, les critiques ont très vite commencé à pleuvoir. Sans même laisser le temps à UNISet de faire ses preuves, certaines parties de la population se sont plaintes de la disparition des policiers. Bien que portant des sortes d'uniformes afin d'être identifiables, les membres de l'unité ne ressemblent pas à des policiers, et cela s'est très vite ressenti chez certaines personnes que l'insécurité a à nouveau gagnées.

La question se pose donc du maintien d'UNISet. N'existant que depuis très peu de temps, ce système doit faire ses preuves et n'est pas exempt d'erreurs. Il ne faut pas trop vite durcir à nouveau le ton. Choisir la voie de la prévention plutôt que de la répression peut se terminer par une meilleure compréhension des gens. Si l'on arrive à faire comprendre aux « indésirables » de Saint-Laurent que certaines de leurs actions sont incompatibles avec la vie en société, et si l'on arrive à faire accepter au reste de la population la présence de gens défavorisés et en situation précaire, tout peut s'arranger. Il ne s'agit bien entendu pas de laisser faire sur le marché de la drogue, je ne pense pas à un laisser-aller face aux dealers, mais plutôt d'ouvrir les esprits et de permettre une meilleure vie en ville ; et cela aussi bien pour les victimes directes de la drogue (toxicomanes) que pour les passants et commerçants.

¹³ On compte même dans l'équipe zurichoise un bûcheron.

Le problème a-t-il une solution ?

A nouveau, nous sommes devant une situation très complexe. Le problème de Saint-Laurent a déjà été étudié plus en détail¹⁴, et l'évolution sur ces dernières années a été très rapide. Cependant, ici aussi, l'avenir peut être radieux... Il suffit de donner sa chance à la prévention, à l'intégration, au dialogue, plutôt qu'à une répression qui ne rassure qu'une partie privilégiée de la population. Chacun doit accepter l'autre. Avec UNISet, les toxicomanes peuvent apprendre à vivre en société, peuvent découvrir ce que l'on attend d'eux, ce qu'il ne faut pas faire. Et les passants et commerçants doivent de leur côté faire part d'une plus grande ouverture d'esprit.

Bien sûr, ici aussi, la prévention seule n'est pas la panacée, et la répression doit être présente afin de ne pas laisser un sentiment d'impunité s'établir chez les dealers. Il s'agit de trouver un juste milieu pour permettre au dialogue et à l'entente de s'établir dans un milieu de confiance et de sécurité.

UNE VILLE, DIFFERENTES SITUATIONS

En ne nous arrêtant qu'aux deux exemples traités ici, nous avons vu deux exemples très différents, et ce dans le contexte d'une petite ville comme Lausanne. En plus d'être un problème complexe aux causes multiples, le sentiment d'insécurité se traduit également dans des formes très variables. La complexité en est encore accrue, et on se retrouve devant une masse de travail importante lorsqu'il s'agit d'émettre des solutions. En effet, après avoir étudié les causes du problème et des exemples pratiques, il devient essentiel de se recentrer sur des solutions à apporter. Les deux exemples vus ici vont me servir de base pour établir des pistes pour améliorer les choses.

¹⁴ Voir par exemple le mémoire de licence de Patrick Pilar (1998)

TROISIEME

PARTIE :

APPORTER DES

SOLUTIONS

Le problème du sentiment d'insécurité est d'une énorme envergure. De nombreuses personnes tentent d'y apporter des solutions depuis des années. Je ne prétends donc pas arriver avec un paquet bien ficelé contenant la démarche idéale pour tout résoudre. Je présente ici des pistes qu'il me semble intéressantes à prendre en compte afin de lutter contre le sentiment d'insécurité, mais aussi l'insécurité elle-même. Nous avons vu que le problème avait de multiples causes...les solutions doivent donc être multiples elles aussi. « L'expérience a montré qu'il existe une multiplicité de domaines d'intervention possible : la famille, les jeunes, l'école, la santé, l'emploi, les transports publics, le logement. Dans tous ces domaines, il est possible de faire des diagnostics de sécurité ; ce qui est essentiel pour arriver à rendre les villes plus sûres » (Chalom & Léonard, 2001 :130). Je vais m'arrêter sur les domaines qui me semblent les plus intéressants et les plus urgents à traiter.

1. LE CADRE SUISSE

« Sens l'atmosphère pesante
Façon Watts ou New York
Rien de commun
Nous sommes à Paris, France
Pourtant les gamins se prêtent aux mêmes jeux
A coups de calibres et de poubelles en feu »
Silmarils, *Killing da movement*.

La plupart des études sur le sujet portent sur la France ou les États-unis, des pays où la situation est bien plus complexe que chez nous. La Suisse a la réputation d'un pays tranquille, mais tout évolue. Il me semble dès lors urgent de s'attaquer à ce problème avant qu'il n'atteigne une ampleur que l'on peut constater ailleurs. Voilà donc le contexte dans lequel se situent les solutions que je propose.

De petites agglomérations

« Paris n'est pourtant pas Chicago » titrait L. Mucchielli dans son livre sur l'insécurité (Mucchielli, 2001 : 131). Et l'on pourrait ajouter « Lausanne n'est pas Paris ». Effectivement, la Suisse n'a pas de grandes métropoles comme la France ou les États-unis. Il n'y a pas de grands ensembles comme les barres que le gouvernement français démolit une à une maintenant. Nous sommes ici à une autre échelle.

Comme nous l'avons vu, le problème de l'insécurité est lié à l'urbanisme et à la densité de population que cela engendre. Travaillant sur de plus petites villes, les solutions à apporter ne sont pas du même type que celles de grandes agglomérations où l'on trouve des quartiers de non-droit dans lesquels la police n'intervient plus.

Une autre histoire

La Suisse n'a pas été comme la France une puissance colonisatrice¹⁵. Son histoire et son rapport aux étrangers ne sont donc pas du même type. Les problèmes d'insécurité et de violences urbaines chez nos voisins peuvent trouver une part de leur explication dans ce paternalisme qui a longtemps été

la norme ; et puis dans la distance prise par après. Les violences de la guerre d'Algérie par exemple peuvent avoir tissé des liens tendus entre les deux nations. C'est donc là un problème qui ne concerne pas la Suisse.

En découle également une autre formation de nos « banlieues ». Les cités françaises sont bien souvent la concentration d'une ethnie dont le regroupement force à la ghettoïsation, à l'exclusion. Chez nous, les quartiers dits difficiles sont plutôt composés de nombreuses ethnies qui se rencontrent. Là encore, la situation n'est pas la même.

2. LES SOLUTIONS URBANISTIQUES

Comme nous l'avons vu, le problème de l'insécurité est intimement lié au phénomène urbain. Dès lors, les premières solutions à envisager doivent l'être dans ce contexte. Je vais donc essayer ici de proposer quelques solutions, mais l'idée générale semble être de lutter contre la ségrégation spatiale. « Réhabiliter les immeubles, encourager la vie associative locale, faciliter l'emploi des exclus, ne peut qu'avoir un effet favorable sur la délinquance, et ne peut que réduire les violences urbaines » (Bauer & Rauber, 1998 : 47).

Mixité

La première chose à faire semble être d'empêcher le sentiment d'exclusion dans une part de la population. Des gens qui se sentent rejetés par un système auront envie de lutter contre lui. Les agressions de représentants de l'autorité en sont l'exemple type. Il faut dès lors mélanger les gens nouvellement arrivés et ceux établis de longue date. Permettre la mixité et la rencontre favorisera l'intégration.

Les familles vivant en situation précaires sont regroupées dans des quartiers de logements sociaux où les problèmes se retrouvent condensés. On accentue une fracture sociale et culturelle par une ségrégation spatiale qui a

¹⁵ Cette explication m'a été donnée à la base par un animateur d'origine nord africaine qui a travaillé dans des quartiers difficiles en France et est maintenant à Lausanne.

par endroits conduit à la formation de ghettos. Ces endroits sont reconnus comme dangereux et peu sûrs. Il faut donc les éviter.

A cet égard, la nouvelle politique du logement lausannoise semble très intéressante¹⁶. Elle part de la constatation que la politique actuelle « a un effet peu souhaitable de concentrer les ménages défavorisés, provoquant une image négative de certains quartiers, perçus parfois comme des "ghettos" »(p.4). Très vite, l'idée de mixité apparaît :

« Dans un tel contexte, la mixité résidentielle, une autre façon de parler de mixité sociale, est devenue un des objectifs de la Ville de Lausanne et de ses autorités publiques pour les années à venir. La mixité sociale dans les quartiers étant d'ailleurs un des objectifs du volet social de l'*Agenda 21* consacré au développement durable.

Schématiquement dit, la mixité doit permettre d'éviter la concentration des ménages en difficultés dans certains quartiers de la ville, de réduire les problèmes d'ordre public et de cohabitation ainsi que d'empêcher plus généralement la formation de "ghettos", ou du moins de zones perçues comme telles, qui prêteraient gravement les dynamiques d'intégration sociale. » (p.19)

La mixité en lieu et place de la ségrégation semble être une voie très importante à suivre. Sa mise en place risque de poser cependant beaucoup de problèmes. Il faudrait mélanger logements sociaux et classiques dans les mêmes quartiers, ce qui peut s'avérer très difficile. Un autre problème relevé par le rapport est celui de la rotation des logements ; lorsqu'une famille atteint un certain statut, elle se voit obligée de quitter le logement social qu'elle occupait, et est remplacée par une nouvelle famille aux conditions précaires. Il n'y a dès lors pas de stabilité qui se mette en place dans ces quartiers. Permettre aux familles bien établies de rester créerait d'une part une mixité sociale et d'autre part soutiendrait les liens créés par le passé. La politique lausannoise pour l'avenir semble bien engagée dans cette voie et le futur nous dira si cette voie est réellement valable.

Il ne s'agit pas cependant de forcer une mixité artificielle qui ne peut être que mauvaise¹⁷. Mais plutôt de permettre une intégration naturelle plutôt que

¹⁶ Je fais ici référence au rapport du groupe de réflexion adopté par la Municipalité le 25.04.2002, intitulé « Pour une future politique communale du logement à Lausanne ».

¹⁷ voir Vieillard-Baron (1999)

de la bloquer. C'est là toute la difficulté de la mise en place de cette mixité. Il faut l'aider sans pour autant la forcer.

Ghettos de riches

Ce phénomène n'est pas encore très présent dans nos contrées, mais il fait beaucoup d'émules dans une partie de la population et posera de gros problèmes s'il vient à se généraliser. Ces ghettos de riches dérivent des *gated communities* américaines, des zones résidentielles fermées et protégées où seules des personnes aisées peuvent s'installer. Coupés du monde extérieur et vivant dans leur petit enclos, ces gens participent à la ségrégation spatiale et donc aux conflits qu'elle crée. « L'auto-enfermement des couches aisées dans des quartiers de haute sécurité, c'est-à-dire dans des enclaves résidentielles hyper-protégées, parfois encloses de murs ou de grillages électrifiés, et gardées par des polices privées, les met jusqu'ici à l'abri de cette "violence urbaine" envahissante, retour du refoulé de la violence économique et sociale accrue du capitalisme globalisé » (Garnier, 199 : 34).

Nous n'avons pas encore d'implantations de ce genre dans nos régions, mais leur arrivée en France peut laisser penser que le passage en Suisse risque de se faire. Il faut éviter cela à tout prix, sans quoi une grande partie de la population se sentira rejetée par l'élite et nous avons vu que l'éviction pousse au conflit et donc à l'insécurité.

Organiser la vie de quartier

« Si vous craignez la chaleur humaine,
J'ai bien peur que dans mon quartier
La canicule vous gêne. »
FFF, *Barbès*.

La mixité semble donc être l'une des clés, mais sans accompagnement social elle ne va pas bien loin. En effet, la rencontre des différences peut, comme nous l'avons vu, provoquer des conflits. Le rapport sur la politique du logement à Lausanne est clair : « il s'agit dès lors d'améliorer la cohabitation entre générations, entre classes sociales, entre ethnies, entre milieux socioculturels, etc. » (p.21). Il faut tisser des liens entre les personnes. Le quartier ne doit pas être seulement un lieu d'habitation, mais

également de vie sociale et de rencontre. Pour accepter l'autre, il faut le connaître. Il devient donc important d'organiser la vie de quartier, de développer les activités communes. Car il est bien clair, toujours selon le rapport sur la politique du logement lausannoise, que « la mixité ne saurait compenser l'absence ou la faiblesse des services d'animation et d'intervention sociale ou encore le manque de projets communautaires » (p.21).

Comme on l'a dit, le lien ne doit pas seulement être créé (ou recréé) entre populations de nationalités différentes, mais également entre personnes âgées et jeunes, entre religions différentes, entre personnes aisées et pauvres, etc. Le lien social sert ici de ciment à une entente qui permet à chacun de s'exprimer. En connaissant l'autre, il n'y a plus de raisons de le craindre, et je pense que cette piste mérite d'être suivie si l'on veut établir une meilleure qualité de vie dans la ville.

Des lieux qui n'oppressent pas

Beaucoup de gens ne se sentent pas en sécurité, une fois la nuit venue, dans certaines rues peu éclairées. Les aménagements urbains sont à repenser en bien des endroits pour permettre à toute la population de se sentir à l'aise partout. Et il ne s'agit pas que d'éclairage, mais également de tout ce qui pourrait causer une certaine oppression, un enfermement, un sentiment de malaise. Les principaux lieux de passage de la vie nocturne se doivent dès lors de ne pas ressembler à des coupe-gorges, mais plutôt à des endroits ouverts et éclairés.

3. LE PROBLEME DES JEUNES

Comme nous l'avons vu, les jeunes sont une grande source d'insécurité. De par leurs attitudes, leur comportements, ils créent un trou social qui désunit la société. Après avoir essayé de voir comment ils créent cette insécurité, je vais maintenant essayer de déterminer des solutions. Il est cependant bien clair que, sans la prise en compte de la mixité sociale

expliquée ci-dessus, ces mesures ne serviraient à rien, car de jeunes exclus ne pourront par définition pas être intégrés à un système.

Le rôle des parents

On entend régulièrement parler de parents démissionnaires, mais ce n'est pas là tout le problème. Il est vrai que beaucoup d'enfants d'aujourd'hui ne sont pas conscients des limites qu'impose la vie en société. Trop de laxisme dans l'éducation les amène à croire que tout leur est dû. Lorsque l'on voit qu'un jeune pris sur le fait en train de casser la vitre d'un centre de loisirs est défendu jusqu'au bout par ses parents¹⁸, on peut se poser des questions sur le rôle de ces derniers. Les parents qui laissent leurs enfants traîner dans la rue à toute heure ne doivent pas être surpris de les voir « mal tourner ». Il faut leur mettre des limites, leur apprendre qu'il y a une autorité. Mais parlez ainsi et vous serez taxé de bourreau d'enfants, de criminel, de parent indigne qui ne laisse pas son enfant s'exprimer. Mais les parents doivent assumer leur mission d'éducation. « Aux antipodes du je-m'en-foutisme postsoixante-huitard, les parents ont à donner plus que jamais à leurs enfants les matériaux psychiques dont ils ont besoin pour se développer : règles morales, respect de la liberté respectueuse d'autrui, modèle d'une attitude courageuse face aux difficultés rencontrées, influence bienveillante et généreuse » (Cespedes, 2002 : 249). Afin de lutter contre l'incivilité des jeunes, on pourrait même parler de « mesures de rétorsion contre les parents "démissionnaires" : mise sous tutelle des prestations familiales, amendes et même peines de prison pour les membres de la famille "complices" des jeunes multirécidivistes... » (Garnier, 199 :15).

D'un autre côté, on trouve également des parents victimes. On m'a parlé du cas de gens qui avaient peur de leur enfant de quatorze ans car celui-ci les battait s'il n'avait pas ce qu'il désirait. On peut aussi revenir au cas cité précédemment (cf. p.28) des parents qui supplient l'école de sévir pour faire obéir leur fille. Il y a une inversion des rôles où les représentants de l'autorité deviennent soumis. On ne peut pas vraiment reprocher à ces

¹⁸ anecdote obtenue dans le quartier des Boveresses.

parents d'être démissionnaires, ils font ce qu'ils peuvent. Beaucoup de parents s'en sortent très bien, mais les enfants peuvent être soumis à des influences extérieures néfastes.

On constate dans l'ensemble qu'un gros problème d'éducation se fait jour, dont la conséquence est que nombre d'enfants se croient tout permis et que tout leur est dû, sans connaître les compromis imposés par la vie en société. Ils s'opposent dès lors au lien social, et on ne peut que les craindre lorsque leur seule forme d'expression devient la violence.

Le rôle de l'école

Le statut d'enseignant emmène maintenant bien plus loin que la seule transmission de connaissances. Il y a tout un rôle social d'encadrement. Avec des parents de plus en plus absents ou sans la capacité d'agir, comme nous l'avons vu ci-dessus, le professeur devient de plus en plus important dans l'apprentissage des règles de vie en société. Mais il suffit de se retrouver une fois devant une classe de vingt élèves surexcités qui ne prennent même pas la peine de s'asseoir pour se rendre compte de l'ampleur du problème. L'enseignant ne peut pas tout faire. Il ne peut transmettre toutes les valeurs que les parents doivent inculquer en plus des connaissances que l'école doit amener.

Signalons de plus le manque de respect évident que beaucoup de jeunes ont pour l'école. Comme toute institution représentative d'une société qui souvent les exclut, l'école est rejetée et repoussée, parfois même attaquée. Il s'agit dès lors, dans l'éducation des enfants, de bien recentrer le rôle de ce lieu.

L'école en tant qu'institution pose un autre problème encore, celui de l'intégration. En « parquant » les cas difficiles dans des classes spécialisées, en classant les établissements, on pousse à une inégalité des chances claire. Les discriminations à l'embauche sont courantes¹⁹ en fonction du quartier d'origine. L'égalité à laquelle est censée tendre l'école n'est pas reproduite dans la réalité et reste purement théorique.

¹⁹ voir Molaro (1998) et Pasevant (1999)

Changer les modèles

On a pu voir que les parents ne servent plus de modèles aux enfants défavorisés. Les criminels prennent ce rôle avec leur luxe exhibé à la face du monde entier²⁰. Un reportage montrait un RMIste français vivant dans une immense villa avec voitures de sport, toiles de maîtres, bijoux et piscine... alors qu'il était arrêté par la police pour trafic de stupéfiants. Bien sûr, un tel luxe peut faire envie lorsque l'on se trouve dans une famille qui ne peut plus se nourrir que de pâtes dès le quinze du mois. Dès lors, le dealer qui arrive dans sa belle voiture au milieu de ces jeunes n'aura que peu de peine à les enrôler pour divers petits boulots. Il s'agit donc de faire comprendre aux enfants qu'il ne s'agit pas là d'un modèle de vie. A nouveau, nous voilà face à un problème d'éducation.

Les jeunes prennent également exemple sur d'autres situations qui sont tout autant à éviter. Les gangs états-uniens et les banlieues françaises constituent des références dans la tête de beaucoup de jeunes, références qui viennent souvent en parallèle avec le milieu hip-hop (voir encadré). Le *gangsta rap* américain, style de rap particulièrement violent et aux paroles particulièrement agressives est très à la mode et l'un de ses leaders, le rappeur américain 2Pac Shakur, est encensé alors même qu'il est décédé lors d'une fusillade. On ne peut donc que constater une recrudescence de la violence au sein d'une jeunesse influencée par de telles personnes. Quand aux banlieues françaises, on entend souvent dire que « c'est bien, les flics y vont même plus. Faudrait que ce soit pareil. » Plus d'un jeune m'a avoué vouloir vivre dans ce genre d'environnement. Mais ils ne connaissent pas la situation réelle et ne savent pas que la plupart des habitants de ces quartiers voudraient en sortir et vivre

Le phénomène hip-hop

S'il est un milieu particulièrement bien représenté dans les banlieues, c'est celui du hip-hop. Ce mouvement se retrouve dans des expressions musicales comme le rap, picturales comme le tag ou le graffiti, ou des danses comme le smurf ou le breakdance. A la base plutôt pacifistes, le hip-hop a connu des dérives agressives et de révolte. Ce sont plutôt ces mouvances là qui sont connues et qui servent de référence.

²⁰ voir Molaro (1998)

autrement. Lorsque l'on voit l'éducateur d'Yverdon Mehdi Messadi amener des jeunes du Nord Vaudois quelques jours à Paris²¹, et qu'on lit leurs réactions, on découvre leur méprise : « Les banlieues, c'est dix fois pire qu'à Yverdon. Il y a des vagabonds dans la rue et personne réagit ». La découverte de la véritable vie dans ces banlieues où les carcasses de voiture calcinées sont présentes et où l'on peut se faire agresser à tout moment sans raison peut changer la mentalité. Il n'est cependant pas possible de déplacer tous les jeunes à problèmes de Suisse pour un voyage de ce type. Il faut donc leur faire comprendre que ce qu'ils croient être bien ne l'est pas forcément.

Recentrer les perspectives des jeunes et leur offrir des modèles de vie, voilà l'une des choses à effectuer dans la société. Il ne s'agit pas seulement de bien se comporter, mais également de leur montrer que la vie dans des quartiers de non-droit ne serait pas rose, et que la possibilité de passer sa vie derrière les barreaux n'est pas très excitante.

Des espaces de gratification

Les jeunes ont du temps libre et un besoin de s'exprimer. S'ils n'ont pas de moyen de s'exprimer, ils en trouveront. Et « la violence devient un moyen d'expression » (Roché, 1993 : 88). Mais si on leur fournit des lieux où ils peuvent s'exprimer, ils y canaliseront leur agressivité. Ils faut mettre en place tout un ensemble d'espace où ils se sentiront gratifiés de pouvoir faire ce qu'ils ont envie de faire. Terrains de sport, skate-parcs, locaux de musique, centres de loisirs, etc. L'accent doit être mis sur des lieux correspondants aux attentes des jeunes d'aujourd'hui. Il devient dès lors important de connaître leurs envies, leurs motivations. A ce titre, l'exemple de la Municipalité d'Ecublens est intéressant, car ce sont les jeunes eux-mêmes qui décident de ce qu'ils veulent dans le futur centre de loisirs qui se met en place. Décider à leur place, c'est se préparer à tomber à côté. L'artificialité et une volonté de « faire jeune » ne peuvent que conduire à l'échec.

²¹ Voir l'article de J. Ducret, *Un voyage à Paris pour briser le cercle de la violence*, dans le journal *24Heures* du 29 juillet 2002.

Dans la même ligne, la mise en place de groupes de discussion municipalités-jeunes ou de parlements des jeunes est une opportunité pour eux de s'exprimer et de se sentir concernés par les décisions prises. Ils peuvent y faire part de leurs envies. Quelque soit la forme prise, il faut établir un dialogue permettant aux jeunes de préciser ce qu'ils veulent pour s'exprimer. Bien sûr, l'installation de telles infrastructures peut coûter cher, mais cela pourra permettre d'éviter des débordements par la suite.

Les grands frères

Il ne s'agit pas ici de liens de filiation, mais de personnes qui ont vécu dans des quartiers difficiles et qui peuvent en parler aux jeunes. Leur rôle est très important, et les animateurs et éducateurs en sont souvent. Aux Etats-Unis, beaucoup d'entre eux font partie de la génération qui a été décimée par le *crack*, que ce soit directement par overdose ou indirectement par règlements de compte ; connaissant les problèmes des banlieues et des gangs, ayant souvent perdus des proches, ils sont en première ligne pour tenter d'éduquer les plus jeunes.

En France, on trouve souvent des éducateurs ou des animateurs de quartier qui sont des gens ayant grandi dans les quartiers concernés. Ils sont du même monde que les jeunes qu'ils rencontrent.

De par leur appartenance à la banlieue, les grands frères ont une crédibilité que beaucoup de gens n'ont pas aux yeux des jeunes ; ils connaissent le même univers. Ils peuvent donc se permettre d'en parler et de faire la morale. Il s'agit donc, ici en Suisse aussi, de mettre en place un réseau de grands frères, présents sur le terrain afin de discuter avec les jeunes.

4. JUSTICE ET POLICE

Le problème est ici très compliquée. La police n'est pas assez perçue comme pouvant défendre le citoyen, et la justice n'a pas les moyens de ses ambitions. Il s'agirait de réformer les deux systèmes qui ne sont pas toujours

adaptés au goût du jour. Bien évidemment, de telles réformes placent cette solution dans le long terme, mais elles semblent indispensables.

Une nouvelle police

La police semble aux yeux de beaucoup être là pour brimer les gens (voir pp. 22-23). Le système actuel de la police répressive doit être modifié. L'institution policière doit se rapprocher des gens, mieux les comprendre pour mieux contrer leurs déviances. Il faut prendre en compte « la possibilité de réinventer une police préventive des conflits locaux et non répressive de quelques uns de leurs aspects les plus visibles » (Mucchielli, 2001 : 53). En effet, on peut se poser des questions lorsque l'on lit des témoignages dans les journaux sur « l'insécurité policière », sur des contrôles d'identité qui tournent trop facilement à la bagarre. Et si l'on trouve, distribués dans la rue, des dépliants précisant les droits des gens lors de contrôles policiers, cela doit bien venir d'un problème, d'abus²². On sait que le délit de faciès existe. Mais le travail de la police devient dans ces situations une répression irréfléchie de toutes les petites exactions. La fameuse « tolérance zéro » importée des Etats Unis n'est pas la réponse à apporter, du moins dans l'interprétation que l'on en fait en Europe²³. Les jeunes incivils mais non réellement criminels se sentiront brimés et s'engageront par révolte sur un chemin plus dangereux. « La délinquance est reconnue comme un produit de la société et une trop grande sévérité peut provoquer l'escalade de la violence » (Body-Gendrot, 1998 : 213). On risque de se retrouver dans une logique de loi du talion qui pourrait avoir des conséquences désastreuses. On sait maintenant que ce n'est pas la tolérance zéro seule qui a diminué la criminalité new-yorkaise ; celle-ci chutait déjà auparavant et à également chuté dans des villes où cette technique n'était pas appliquée. D'autres facteurs ont provoqué cette baisse, comme par exemple la reprise

²² Bien sûr, le travail de policier s'exerce dans des conditions difficiles et les pressions qu'ils subissent peuvent les pousser à agir de manière impulsive. Mais il ne faut pas non plus accepter des abus de leur part.

²³ J. Dray (2001) explique bien que la tolérance zéro américaine s'accompagne toujours d'un suivi social une fois les quartiers débarrassés des gangs.

économique (Dray, 2001). Il faut à l'inverse en venir à une police plus proche des habitants.

Il faut établir une véritable police de proximité, consciente des besoins et désirs de la population, ou plutôt des différentes populations composant le tissu urbain. « La sécurité des collectivités doit être considérée comme un bien commun, qui demande, selon les termes du Forum européen pour la sécurité urbaine, à être “coproduit”. La collectivité n'est plus dans cette perspective un simple “client”, dont une institution bien organisée doit satisfaire adéquatement les besoins; elle devient un partenaire clé dans la mise en oeuvre de l'ensemble des actions qui ont pour objet de créer un environnement sain et sécuritaire » (Chalom & Léonard, 2001 : 83). Des réunions doivent permettre aux institutions de comprendre les nécessités des citoyens dans leur vie de tous les jours afin de redéfinir le rôle de la police. Sur le terrain, celle-ci se doit alors de connaître les gens, de les rencontrer, pour pouvoir agir efficacement. « Plutôt que la tolérance zéro - ultrarépressive et uniquement concentrée sur le maintien de l'ordre public, non sur l'injustice en tant que telle -, il conviendrait de réaffirmer le droit à l'intervention directe des citoyens » (Cespedes, 2002 : 57). D'une part, la population se sentira ainsi entendue et comprise, et pourra croire en une sécurité renforcée ; d'autre part, les jeunes auteurs de troubles seront également compris et auront alors les moyens de s'exprimer, ce qui diminuera leurs frustrations et leur envie de casser. Il ne faut pas oublier que, dans ces groupes de jeunes, seule une petite partie de *leaders* amène les autres à agir illégalement ; connaître le terrain et la population permettrait d'identifier ces meneurs et donc de diminuer les risques. Il incombe dès lors à tout un chacun de travailler avec le police pour redéfinir les priorités de cette institution. « N'appartenant pas en propre à la police mais étant un bien public, la sécurité doit donc faire l'objet de débats publics » (Chalom & Léonard, 2001 : 64).

Bien sûr, cette solution demande un travail de longue haleine, mais les résultats seraient sans doute à la hauteur de ce travail. La réforme de fond d'une telle institution ne se fait pas à la légère, et demande certains

investissements et sacrifices. Il ne faut cependant pas perdre de vue le but qui est l'amélioration de la qualité de vie par la diminution du sentiment d'insécurité.

Une justice plus efficace

Comme nous l'avons vu plus haut (p.24), la justice est souvent démunie devant le phénomène du sentiment d'insécurité. Elle ne peut punir correctement les petites infractions que sont les incivilités. Et pourtant, « ce sont les désordres et les incivilités qui engendrent la peur et l'insécurité, lesquels à leur tour favorisent la disparition ou, à tout le moins, l'effritement de la vie communautaire » (Chalom & Léonard, 2001 : 35). De plus, les mineurs, de plus en plus concernés, sont protégés par des lois spécifiques qui ne sont plus toujours d'actualité.

Le problème des incivilités est flagrant. Puisqu'il s'agit de petits actes qui ne sont pas réellement considérés comme des délits (à part certaines dégradations), il n'y a pas de loi incriminant ceux qui les causent. « Certains enfants ne distinguent pas non plus le permis du défendu. Une partie des délits (graffitis, tags, bruits intempestifs, non-respect du code de la route, vols à l'étalage ou à la caisse, etc.) sont banalisés à un point tel qu'ils ne sont pas perçus comme des infractions. » (Vieillard-Baron, 1999). L'important sentiment d'impunité qui découle de cet état de fait pose problème ; cela agit comme une sorte d'incitation à en commettre d'avantage. Il faudrait dès lors envisager de punir d'une manière ou d'une autre les personnes à l'origine de trop d'incivilités. Il n'est pas question de déclarer un procès contre chaque personne qui crache dans la rue (l'incarcération constante comme pratiquée à New York dans le cadre de la fameuse tolérance zéro ne fait pas que résoudre des problèmes, mais en cause aussi²⁴), mais il s'agirait de définir une limite à partir de laquelle les incivilités commises dépassent l'acceptable. On se retrouve là devant un problème d'envergure, car il s'agit de décider de qui fixerait cette limite et comment, sur quelles bases. Etant donné que cette limite est très subjective et liée à la perception de chacun, le

²⁴ Voir Dray (2001)

problème semble insoluble. Et pourtant, il faut tenter de lutter contre le sentiment d'impunité éprouvé.

Pour le problème des mineurs, nous sommes à nouveau face à un sentiment d'impunité très fort. Les jeunes se savent défendus par des lois, et les criminels le savent également. On trouve dès lors couramment des mineurs servant de guetteurs, voir de revendeurs, pour des dealers. On peut également parler du cas d'un délinquant arrêté, sans papiers, qui clamait avoir quinze ans et qui a donc été amené au centre de détention pour mineurs de Valmont à Lausanne ; un examen médical a permis d'établir que cet homme était en fait âgé d'au moins trente-quatre ans. Jouant ainsi sur l'âge, les criminels essaient d'être soumis à des peines plus légères. Dès lors que l'on constate que les mineurs sont fortement protégés, un fort sentiment d'impunité se déclare, et ils sont nombreux à se croire alors tout permis. Il est évident que l'enfermement systématique dans des enceintes carcérales n'est pas la solution²⁵ ; mais il faut développer un système punitif efficace qui permette de faire diminuer ce sentiment d'impunité, ce qui calmera les mineurs, souvent responsables de beaucoup d'incivilités.

5. LE PROBLEME DES ARMES

« Des armes, des chouettes, des brillantes
Des qu'il faut nettoyer souvent pour le plaisir
Et qu'il faut caresser comme pour le plaisir
L'autre, celui qui fait rêver les communiants »
Léo Ferré, *Des armes*.

La violence court les rues, et elle est de plus en plus armée. Les bagarres à mains nues laissent maintenant la part belle aux couteaux, battes de base-ball et autres. Les armes à feu sont omniprésentes. Lutter contre le sentiment d'insécurité, c'est d'abord lutter pour la sécurité des gens. Et pour augmenter la sécurité, l'une des premières choses à faire serait de restreindre drastiquement le nombre d'armes en circulation. En effet, la possession d'armes par les auteurs de troubles pousse la population à s'armer

également, ce qui débouche sur une escalade de la violence. « Le fait que les armes à feu soient facilement accessibles multiplie donc les risques de violence urbaine et représente une menace fondamentale pour la sécurité »(Chalom & Léonard, 2001 :32). L'accès officiel à une arme est très facile, et le passage par le marché noir ouvre la voie encore plus grande. Il faut donc empêcher cela.

La première chose à faire est d'établir un bien meilleur contrôle sur les acheteurs d'armes, et de suivre à la trace les armes elles-mêmes. Combinée avec un recensement précis des armes déjà possédées, cette mesure devrait déjà avoir une certaine influence. Mais elle ne sera pas très utile sans la mise en place d'une véritable offensive du marché noir. L'écoulement d'armes diverses venant de l'étranger se fait à grande vitesse. Couper court à ces trafics permettrait une sécurisation importante. Bien sûr, une telle opération est d'une envergure énorme, mais elle doit absolument être mise en place pour améliorer la qualité de vie dans nos villes.

6. DES CAUSES MULTIPLES AUX SOLUTIONS MULTIPLES

Voilà donc à mon sens les premières pistes à suivre pour contrer le sentiment d'insécurité. Bien sûr, de tels aménagement institutionnels ne peuvent qu'être longs et compliqués à mettre en œuvre, mais il serait temps d'empoigner le taureau par les cornes et d'agir. Pour lutter à sa manière contre la délinquance, New York a soudainement investi 10% de son budget dans la police et un nouveau système de sûreté, en prenant la répression comme principale voie de travail.

Partir sur la voie de la prévention (avec une juste dose de répression à ne pas oublier) coûtera aussi de l'argent, si l'on veut être efficace. Cependant, il s'agit là d'investissements à long terme qui bénéficieront à tous dans l'avenir. Nous rejoignons ici le principe du développement durable de

²⁵ La prison constitue après tout, avec sa pléthore d'individus peu recommandables, un lieu fortement

vouloir préserver les ressources actuelles pour les générations futures ; la sécurité doit ici être considérée comme une ressource du volet social de ce développement durable, et investir dans ce domaine revêt une importance fondamentale.

UNE CONCLUSION SOUS FORME D'OUVERTURE

Nous sommes donc face à l'énorme problème du sentiment d'insécurité, et la liste de solution proposées, bien que non exhaustive, devrait permettre une amélioration. Sophie Body-Gendrot pose la bonne question : « Faut-il opter pour le “tout répressif”, concentrer les moyens sur la prévention ou chercher une voie médiane? Doit-on combattre les symptômes ou s'attaquer aux causes profondes de la violence et de la délinquance? » (Body-Gendrot, 1998 : 7). En effet, beaucoup de gens se sont longtemps situés dans le tout-répressif ou le tout-préventif. Ces axes doivent être suivis en parallèle, intégrés tous les deux dans les politiques à appliquer. Et lors de la mise en place de solutions, il ne faut pas oublier ni l'un ni l'autre.

1. LA REPRESSION

Une répression permanente ne ferait qu'attiser la haine des personnes déjà rejetées par la société. Comme nous l'avons vu, la façon de faire de la police donne d'elle une image très mauvaise. Les gens ont l'impression qu'elle n'est là que pour les surveiller et les brimer (*Surveiller et punir* selon le titre de l'ouvrage de Foucault). La répression est cependant la réponse la plus courante donnée ces dernières années au problème de l'insécurité. La fameuse « tolérance zéro » que la France cherche maintenant à appliquer ne

saurait donner à elle seule des résultats valables. Les diminutions des libertés publiques imposées sous l'égide de N. Sarkozy ne sont pas faites pour contenter tout le monde. Mais la répression doit cependant être appliquée, dans certaines limites cependant.

Lutter contre le sentiment d'impunité

Une mise en place d'une forme de répression réfléchie et efficace permettrait de limiter le sentiment d'impunité dont j'ai parlé plus haut. Il ne faut pas renier la répression et les contrôles policiers, car cela serait la porte ouverte aux abus les plus divers. Sans sanction, pas de peur, et sans peur, moins de limites. Dans ce contexte, il ne faut donc pas laisser tomber la répression.

La vitre brisée

Il s'agit là d'une fameuse théorie établie par James Q. Wilson et Georges Kelling dans un article paru en 1982 et intitulé *Broken Windows*. Elle part de ce que les désordres et les incivilités détruisent le lien social et le bon voisinage. De plus, elle soutient que le fait de laisser les désordres en place ne fait qu'en attirer d'avantage ; si une vitre cassée n'est pas réparée, de nouvelles incivilités feront rapidement leur apparition, car il y aura là la preuve d'un abandon du lieu par les autorités et les personnes responsables. Il s'agit dès lors de ne jamais laisser aller quand on se retrouve face aux incivilités. Il faut toujours agir et nettoyer.

Dans cet ordre d'idée, cette théorie pousse à une certaine répression car il ne faut pas laisser faire les auteurs de troubles. Mais elle est souvent employée comme appui par les défenseurs de la tolérance zéro, alors que ses auteurs se défendent bien de cela. La théorie de la vitre brisée prend place sur le terreau du lien social et de la prévention afin de se prémunir contre toute dégradation. Il ne faut pas non plus oublier le caractère très contextualisé de l'expérience de Wilson et Kelling, à New-York, dans une période de croissance économique. De plus, reproduire la situation new-yorkaise ailleurs relève d'un défi énorme, car le contexte financier et culturel est très différent en Europe ; « Il faudrait 300 policiers de plus pour faire

New York à Lausanne », disait un titre du journal 24Heures en décembre 2002. Il ne s'agit donc pas de suivre pas à pas un exemple inapplicable ici.

2. LA PREVENTION

Le tout-préventif parfois prôné mène à un certain laxisme. Comme on l'a vu, sans crainte de la punition se développe un sentiment d'impunité qui ouvre la voie aux excès. Bien entendu, la prévention a un rôle très important à jouer. « Une politique de prévention doit s'appliquer en amont de la violence et de la criminalité, aux causes initiales qui génèrent la délinquance » (Roché, 1993 : 99).

Il n'y a pas que le social

Parmi les gens à l'origine de l'insécurité, il y en a qui sont et seront toujours fermés à l'approche sociale et refuseront toute forme d'aide visant à prévenir les délits. L'approche de prévention par le social ne permet donc pas une résolution complète du problème. Il ne suffit pas de tenter d'améliorer les conditions de vie des gens. Les délinquants ne font pas tous partie des classes à problèmes ; on trouve des fils de bonne famille tagueurs.

Prévenir le crime plutôt que le punir

C'est là le mot d'ordre des théories préventives. Il est bien clair que le but est de diminuer le taux de criminalité et le nombre d'incivilités afin de lutter contre le sentiment d'insécurité. Le rapport Peyrefitte²⁶ « note que la prévention est relativement négligée par rapport à la répression alors même que la délinquance est le fait d'individus qu'une action de prévention efficace aurait pu écarter du chemin de la violence » (Roché, 1993 : 95). Et il semble difficile de s'élever contre cette idée. Dès lors, il convient de définir quelles sont les actions préventives à effectuer, et à les combiner avec les actions de répressions.

²⁶ Rapport rédigé par le Comité d'Etudes sur la violence, la criminalité et la délinquance, présidé par Alain Peyrefitte, paru en 1977, et qui a amené le sentiment d'insécurité sur la table des politiques en France.

3. COMBINER LES DEUX OPTIQUES

Il est donc évident que l'une et l'autre voie ne peuvent être évacuées. « Il ne s'agit pas de remplacer une politique par une autre, mais de combiner plus efficacement la répression et la prévention, de manière à les renforcer l'une par l'autre : la répression n'est indiquée que si les moyens de prévention ont échoué, et, inversement, la prévention est sans effet s'il n'existe pas de répression » (Chalom & Léonard, 2001 : 46). Cependant, de par son antécédence sur la prévention, la répression me semble plus importante. Il semble en effet plus pressant d'enrayer la montée de l'insécurité à sa source, plutôt que de la laisser se développer et de lutter ensuite contre ses résultats. On ne combat pas une maladie en annihilant ses symptômes ; de même on ne peut combattre l'insécurité en ne s'en prenant qu'aux auteurs de troubles pris en flagrant délit. « Prévention et répression sont indissociables. Prévenir la commission d'un crime est tout aussi utile et nécessaire que de le réprimer » (Soullez, 2001 :190). C'est dans cette optique que j'ai formulé les solutions proposées dans la troisième partie, et je pense que c'est dans cette optique qu'elles doivent être appliquées.

Hierarchiser les solutions

Ces solutions n'ont pas toutes la même force ni la même envergure. Certaines ont un rôle plus important que d'autres, et il y en a de plus longues à mettre en place. Voilà pourquoi il s'agit de tenir un cahier des charges quand à leur application.

La première chose à faire est d'entamer deux longues procédures. Nous avons d'une part la réforme de la police, pour la transformer en une police de proximité au contact de la population et qui connaisse bien son terrain d'action ; il faut dès lors engager des rencontres afin de discuter des nouvelles priorités à accorder à cette institution. L'autre grande réforme sur la durée est la modification de la justice, qui doit permettre de lutter contre le sentiment d'impunité. J'ai déjà abordé le problème de la difficulté des choix à faire, et je pense que là encore, le rôle de la population est important. C'est avec elle qu'il faut établir les limites de l'incivilité infractionnelle ou non.

« Dès lors, la conclusion va de soi : si juges et policiers ne peuvent tout faire en matière d'insécurité, il s'ensuit que le combat engagé contre elle doit devenir "l'affaire de tous" » (Garnier, 199 : 16).

4. ELIMINER LE MALAISE

Le sentiment d'insécurité est une forme de malaise éprouvée par une partie de la population, et éliminer ce malaise est essentiel pour améliorer la qualité de vie en ville. Les différentes propositions faites dans ce travail vont dans ce but, mais il est très important de ne pas perdre de vue les besoins et les envies des gens. Le contact entre les instances dirigeantes et les habitants de la ville ne doit être rompu sous aucun prétexte ; au contraire, les premières devraient même être encore d'avantage attentives aux doléances des seconds.

Par la mise en place de nombreux changements dans notre entourage, le sentiment d'insécurité pourrait petit à petit s'effacer. Bien sûr, la violence ne disparaîtra pas ; elle a toujours été présente dans la nature humaine. Mais son application permanente non réfléchie doit disparaître de nos villes si l'on veut pouvoir continuer à y vivre de manière agréable.

5. CONTINUER LE DIALOGUE

Ce travail ne se veut pas un point final à la discussion sur le sujet, mais plutôt une porte ouverte pour aller chercher de nouvelles solutions. Comme je l'ai dit dans l'avant-propos, je cherche à améliorer, dans la mesure de mes moyens, la qualité de vie de mes concitoyens dans l'environnement urbain, et j'espère que la lecture de ceci pourra amener à réfléchir différemment au problème de l'insécurité.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

- ARBORIO A-M. & FOURNIER P. (1999) *L'enquête et ses méthodes : l'observation directe*, Paris, Nathan Université.
- AUBENAS F. & BENASAYAG M. (1999) *La fabrication de l'information : Les journalistes et l'idéologie de la communication*, Paris, La découverte.
- AWAD G., (1995) *Du sensationnel : Place de l'événementiel dans le journalisme de masse*, Paris, L'Harmattan.
- BARAZ M., BUCHS Y., FUCHS L., & HEABERLI P. (1985) *Il y a violence... et violence*, Lausanne, Ecole d'études sociales et pédagogiques.
- BAUER A. & RAUFER X. (1998) *Violences et insécurité urbaines*, Paris, puf.
- BODY-GENDROT S. (1998) *Les villes face à l'insécurité*, Paris, Bayard.
- BODY-GENDROT S. (2001) *Les villes. La fin de la violence ?*, La Bibliothèque du citoyen.
- CESPEDES V. (2002) *La cerise sur le béton. Violences urbaines et libéralisme sauvage*, Paris, Flammarion.
- CHALOM M. & LEONARD L. (2001) *Insécurité, police de proximité et gouvernance locale*, Paris, L'Harmattan.
- COULON A. (1987) *L'ethnométhodologie*, Paris, PUF.
- DRAY J. (2001) *Etat de violence*, Paris, J'ai lu.
- DUBET F. (1987), *La galère : jeunes en survie*. Paris : Fayard.
- FENECH G. (2002) *L'insécurité*, Paris, Editions des Syrtes..

- FOURNIER V. (1999) *Les nouvelles tribus urbaines : voyage au coeur de quelques formes contemporaines de marginalité culturelle*, Chêne-Bourg, Georg.
- GARNIER J-P. (1999) *Le nouvel ordre local : gouverner la violence*, Paris, L'Harmattan.
- MATHIEU J-L. (1995) *L'insécurité*, Paris, PUF
- MOLARO C. (1998) *Violences urbaines et violences scolaires*, Paris, L'Harmattan.
- MUCCHIELLI L. (2001) *Violences et insécurité. Fantômes et réalités dans le débat français*, Paris, La Découverte.
- PASSEVANT R. (1999) *Les flammes de l'exclusion : insécurité urbaine...l'espérance citoyenne*, Pantin, Le Temps des cerises.
- PETITAT A. (1981) *Production de l'école – Production de la société*, Genève, Droz.
- ROCHE S. (1993) *Le sentiment d'insécurité*, Paris, puf.
- ROCHE S. (2002) *Tolérance zéro ? Incivilités et insécurité*, Paris, Odile Jacob.
- SOULLEZ C. (2001) *Lexique de la sécurité*, Paris, puf.
- STEBE J-M. (2002) *La crise des banlieues*, Paris, puf.
- VIEILLARD-BARON H. (1999) *Les banlieues. Des singularités françaises aux réalités mondiales*, Paris, Hachette.

Articles

- AEBLI A.-I. *Les Boveresses : un quartier bigarré et jeune taillé à la mesure des enfants*, in *24 Heures* (9 décembre 2002)
- ALONSO X. *Agir sur les causes et les effets*, in *24 Heures* (12 décembre 2002)

- ARNAL S., BARRAUD P., PIROLT S. et ZAUGG J. *Se procurer des armes à feu ? Facile*, in *L'Hebdo*, n°23, semaine du 6 juin 2002.
- BARTH E. *La « tolérance zéro », nouvelle référence des discours sur la sécurité*, in *Le Monde* (4 décembre 2001).
- BECHERRAZ G.-M. « Rien ne sert à vouloir cacher la montée de l'insécurité », in *24 Heures* (23 novembre 2002).
- BECHERRAZ G.-M. « Il faudrait 300 policiers de plus pour faire New York à Lausanne », in *24 Heures* (9 décembre 2002).
- BERRA R.-P. *La multiplicité des cultures n'est pas forcément gage de violence*, in *24 Heures* (23 février 1996).
- BIRNBAUM J. *Démessure de l'insécurité*, in *Le Monde* (3 mai 2002).
- BOLLIGER L. *Lutter contre l'incivilité verbale*, in *24 Heures* (30 octobre 2001).
- BOLLIGER L. *Les propos dérangeants du commandant*, in *24 Heures* (13 décembre 2002).
- BOURQUIN V. *Cheval de bataille : la sécurité*, in *24 Heures* (26 septembre 2001).
- BUSSLINGER L. *Le canton de Vaud face à la montée de la violence urbaine*, in *Le Temps* (28 février 2002).
- CASPARY L. *Des jeunes lausannois dénoncent « l'insécurité policière »*, in *Le Courrier* (15 juin 2002).
- CHAMBOREDON J.-C. & LEMAIRE M. (1970) "Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement". in *Revue française de sociologie*, XI, 1970, pp. 3-33.
- CLERC M. *Une présence au cœur de la zone*, in *24 Heures* (13 novembre 2002).
- COMBREMONT P. *Opération dealers à Lausanne*, in *24 Heures* (11 janvier 2002).

-
- COMBREMONT P. *Pour des tribunaux de flagrant délit*, in *24 Heures* (9 septembre 2002).
- COMBREMONT P. *Délinquance routière et violence à l'école stigmatisées*, in *24 Heures* (12 décembre 2002).
- DESSIMOZ O. *Pour les jeunes, « plages urbaines » fait rimer zone avec cocotier et sable blanc*, in *Gazette de Lausanne* (20 juillet 1995).
- DETRAZ A. *Boveresses, jeux dangereux : jets de bouteilles explosives*, in *24 Heures* (6 avril 2002).
- DUARTE F. *A Fribourg, même les filles rackettent*, in *L'Hebdo* (6 novembre 1997).
- DUCRET J. *Dans la rue, pour les jeunes*, in *24 Heures* (10 décembre 2002)
- DUCRET J. *Un voyage à Paris pour briser le cercle de la violence*, in *24 Heures* (29 juillet 2002)
- GARCIA A. *Les contrôles d'identité abusifs aggravent les tensions dans les cités*, in *Le Monde*.
- KORPES P. *La délinquance des mineurs ne se règle pas par la violence*, in *24 Heures* (22 avril 2002).
- LEDERREY P. *Expression d'un mal de vivre*, in *24 Heures* (23 février 1996)
- LOUP E. *Un an après une explosion de violence, comment un quartier de Lausanne a pansé sa blessure*, in *Le Temps* (10 novembre 2000).
- MELHENAS S. (coordonné par) *Des Apaches aux sauvageons. L'éternel « péril jeune »*, in *Politis* (16 avril 2001).
- MUCCHIELLI L. *Quand la jeunesse fait peur*, in *Sciences humaines*, n°116, mai 2001.

- MUCCHIELLI L. *La violence des banlieues est une révolte contre « une société injuste et raciste »*, in *Le Monde* (13 novembre 2001).
- MUCCHIELLI L. *La criminalité : une construction sociale*, in *Sciences humaines*, n°123, janvier 2002.
- PEYRAT D. *Insécurité : affronter la réalité*, in *Le Monde* (3 mai 2002).
- PONT M. *Des renforts pour la police*, in *24 Heures* (4 octobre 2001).
- PRIEUR C : *L'impossible chiffrage*, in *Le Monde* (1^{er} avril 2002)
- ROBERT P. *Les origines sociales de l'inquiétude sécuritaire*, in *La recherche*, n°343, juin 2001.
- SALEM G. *Les Boveresses : des fleurs de béton dans la prairie*, in *24 Heures* (11 décembre 2002).
- TSCHUI M. *Violence des jeunes. Que faire ?* in *Femina*, n°18, 5 mai 2002.
- WACQUANT L. *Le prétendu succès de la tolérance zéro aux Etats Unis est une « foutaise idéologique »*, paru dans *Le Monde diplomatique* (mai 2002), reproduit dans *Le Courrier* (8 mai 2002).
- Des cités aux quartiers résidentiels, enquête sur le sentiment d'insécurité. In *Le Monde* (15 décembre 2001)

Autres

- HERBERT D. (2001) *Crime an dits control in Urban Environments*.
« IGU, Urban Commission », Calgary meeting.
- PILAR P. (1998) *Insécurité réelle et sentiment d'insécurité. Au coeur de Lausanne, le quartier de Saint-Laurent en question*, mémoire de licence présenté à l'IGUL.
- RACINE J.-B. *Durabilité sociale et pathologies urbaines : le problème de la violence, nouveau défi, aussi, pour une géographie critique*.

-
- RACINE J.-B. *Violences urbaines , violences en culottes courtes : mais de quel côté sont les incivilités ? Invitation à aller plus loin.* Conférence séminaire organisée par la Ville de Lausanne, « Pour une ville qui ne fasse pas violence aux enfants », 20 novembre 2001.
- ROTH C. (1996) *La mosaïque sociale lausannoise. Population, cycles de vie et classes sociales entre 1970 et 1995*, Ville de Lausanne, Office d'études socio-économiques et statistiques.
- Enfances Adolescences* (2001/1), "Violences", DeBoeck Université, 2001.
- Rapport du groupe de réflexion, *Pour une future politique communale du logement à Lausanne.*
- La véritable histoire du bus 402.* Diffusé sur ARTE le 10.06.2002.
- Ecrans violents*, éditorial in « Le Monde » (15 novembre 2002).
- MANNELLA C., MOSETTI M., NARDIN V : & PASCHE D. *Gestion de la violence. Travail sur la différence. Décloisonnement. Conduite d'un projet dans trois classes primaires, Collège de Malley, Lausanne, année scolaire 1998-1999.*